cnearc
centre national d'études agronomiques des régions chaudes

Instituto Politécnico de Coimbra
ESCOLA SUPERIOR AGRÁRIA

Groupe d'Expérimentation et de recherche : Développement et Actions Localisées
gerdal

Une approche de la dynamique socio-technique de l'agriculture du Concelho de Góis (Beira Serra, Portugal)

Des pistes pour l'action

Synthèse de l'étude réalisée en Juin 2003

avec les étudiants du master :

Agents de Développement Rural du CNEARC

Sous la direction de: Claire Ruault (GERDAL)

en coordination avec :

Etienne Anginot (In Loco - GERDAL)
Miguel Malta (ESA Coimbra),
Joël Taraud (CNEARC)
Edouard Challemel du Rozier (CNEARC)

Une approche de la dynamique socio-technique de l'agriculture du Concelho de Góis (Beira Serra, Portugal)

Des pistes pour l'action

Synthèse de l'étude réalisée en Juin 2003

avec les étudiants du master : *Agents de Développement Rural du CNEARC*

Direction : Claire Ruault (GERDAL)

en coordination avec :

Etienne Anginot (In Loco - GERDAL)
Miguel Malta (ESA Coimbra),
Joël Taraud (CNEARC)
Edouard Challemel du Rozier (CNEARC)

GERDAL : Groupe d'Expériementation et de Recherche : Développement et Actions Localisées.
Enesad ; BP 87999- 21079 Dijon -France. Tel : 02 99 07 98 68. c.ruault.gerdal@wanadoo.fr

ESA : Escola Superior Agrária -Instituto Politécnico de Coimbra – Bencanta, 3040-316 Coimbra.
Telef.: 239 802940 - Fax : 239 802979 –
Mail: cdirectivo@mail.sesc.fr Site : http/www.esac.pt

CNEARC: 1101 Avenue agropolis – BP : 5098 – 34033 Montpellier Cedex 01-
France – Tél : (33) (0)4 67 61 70 00 – FAX/ (33) (0)4 67 61 02 32 Site : http://www.cnearc.fr

Sommaire

Introduction **4**

Première partie : Présentation de l'étude :objectifs, méthode, déroulement

1. Objectifs et méthode **7**

1.1 Objectifs de l'étude 7

2.2 Les concepts et outils d'analyse : une approche compréhensive du changement technique et du développement local 8

2. Déroulement **11**

2.1 Définition du cadre de l'enquête et préparation des entretiens 11

2.2 La conduite des entretiens dans les villages 12

2.3 Analyse collective des données et restitution 13

Deuxième partie: les résultats

3. Caractérisation des familles enquêtées et de leurs activités **16**

3.1 Présentation des personnes enquêtées dans les villages 16

3.2 Les activités agricoles : caractéristiques générales 17

3.3 Les appartenances socioprofessionnelles 18

4. Une vision de l'évolution des villages et de l'agriculture dans les vingt dernières années 19

4.1 Les villages se vident 19

4.2 La vie est pourtant considérée comme plus facile 20

4.3 L'activité agricole : les surfaces cultivées et les troupeaux ont diminué 20

4.4 Les formes d'entraide et d'organisation du travail ont également évolué 21

4.5 Dans la vallée un sentiment de perte de statut social 21

5. Les pratiques agricoles et les conceptions de l'agriculture **22**

5.1 Comment les producteurs parlent de leurs activités 22

5.2 Les pratiques agricoles aujourd'hui 25

6. Les préoccupations des producteurs **30**

6.1 Des préoccupations communes aux deux zones : montagne et vallée 30

6.2 Des préoccupations spécifiques à la zone de montagne 32

6.3 Des préoccupations spécifiques à la vallée 33

7. Des orientations de développement et des« projets » qui font l'objet de débats **36**

7.1 Orientations de développement et « projets » : le point de vue de techniciens des organismes et d'élus 36

7.2 Comment les producteurs et habitants des villages voient ces projets: le débat 39

8. Approche de l'organisation sociale et des réseaux de dialogue 47

8.1 Introduction : 47

8.2 Les relations entre les personnes résidants dans les villages 48

8.3 Une association d'agriculteurs *(Pena, Ribeira Cimeira)* 51

8.4 Des relations entre les personnes vivant localement et les migrants 52

8.5 Les relations des producteurs avec les institutions et les techniciens 52

En conclusion 55

Introduction

L'étude dont nous présentons ici les résultats a été réalisée en Juin 2003 sur un secteur de montagne et un secteur de vallée faisant partie du Conselho de Góis, dans la région Beiro Interior au Portugal *(voir carte) .*

Cette étude a été menée par un groupe de personnes en formation au CNEARC[1] (agents et cadres de développement, formateurs, dans le domaine agricole et rural) sous la direction du GERDAL[2] et du CNEARC, en coordination avec l'Ecole supérieure d'agronomie (ESA) de Coimbra et l'IDARC[3]. Plusieurs étudiants de l'ESA ont ainsi pu participer, apportant une aide précieuse pour la conduite et la traduction des entretiens auprès des habitants de la région.

Le secteur de Góis fait partie d'une région de moyenne montagne, à vocation traditionnellement agricole, mais dont une partie importante du territoire est aujourd'hui boisé. Les villages ont subi dans les 20 dernières années un exode rural important et les activités agricoles y sont en régression, du moins sur le plan économique . Cependant cette région fait l'objet aujourd'hui d'un regain d'intérêt du fait de sa relative proximité avec la ville de Coimbra et de nombreux atouts touristiques : qualité de son territoire du point de vue notamment environnemental et de son patrimoine rural. Cela dans un contexte où les relations entre villes et campagnes sont en pleine évolution et où certains acteurs s'interrogent sur les politiques d'aménagement du territoire[4].

Plusieurs institutions dont l'IDARC, avec lequel une collaboration fructueuse a été établie pour préparer ce travail, et ADIBER[5] interviennent sur la région, cherchant des voies nouvelles de développement et essayant de mobiliser les acteurs locaux : producteurs et habitants des villages, autres acteurs économiques, représentants des organisations professionnelles et responsables politiques, autour de ces voies.

C'est dans une **perspective d'action** que se situe cette étude, avec comme objectifs d'apporter des éléments de connaissance (modestes car ils sont produits dans un contexte de formation) sur la manière dont les habitants des villages, en particulier ceux qui ont des activités agricoles, voient l'avenir de ces activités, sur leurs préoccupations, leurs attentes et leurs projets.

Notre but n'a donc pas été d'établir un diagnostic de l'agriculture ou des activités économiques de la région, ni de faire une étude de système agraire, mais bien de recueillir le ***point de vue*** des personnes concernées par le développement de leur région : leurs ***visions des choses,*** et de situer ces éléments au regard des *formes d'organisation* et des ***dynamiques sociales*** dont ils sont partie prenante.

---

[1] CNEARC : Centre National d'Etudes des Régions Chaudes

[2] GERDAL : Groupe d'Expérimentation et de Recherche : Développement et Actions Localisées.

[3] IDARC : Instituto para o Desenvolvimento Agrario da Região Centro

[4] Santos Veloso Antonio, « O papel decisivo do turismo na sustentabilidade dos espaços rurais e naturais do interior das Beiras , 2003.

[5] ADIBER : Associação de Desenvolvimento de Góis e da Beira Serra.

Notre approche part en effet du constat de l'insuffisance, voire de l'inadaptation, des enquêtes statistiques ou monographiques (monographie de petite région ou monographie d'exploitations) lorsqu'il s'agit d'appréhender des mutations en cours et ce qui pourrait constituer des « points d'appui » d'une dynamique de développement local . Ces enquêtes ne rendent pas compte des ***conceptions* et des *préoccupations* des acteurs** qui fondent - et de ce fait permettent de comprendre - la façon dont ils conduisent concrètement leurs activités et les choix qu'ils peuvent faire. Par ailleurs, centrées sur les caractéristiques individuelles, elles ne rendent pas compte non plus de ce qui relève de dynamiques collectives : relations et coopérations multiples entre les producteurs (ou habitants) à l'échelle locale, ou à des échelles plus large, pouvant traduire les évolutions en cours des modes d'organisation sociale. L'analyse des *réseaux de dialogue,* au travers desquels s'échangent et se construisent des idées, a donc constitué un volet important de notre étude.

Du point de vue pédagogique, il s'est agi pour les participants d'acquérir les outils d'analyse et de méthode pour conduire un travail de terrain correspondant à ces objectifs. Malgré les limites que constitue un travail mené dans un cadre pédagogique, espérons que ses résultats apportent quelques éléments de réflexion en direction de ceux qui interviennent sur le terrain.

Remerciements

Nous tenons à remercier vivement tous ceux qui ont permis la réalisation de cette étude et ont apporté leur collaboration concrète et efficace :

L'IDARC de Coimbra, notamment en la personne de Antonio SANTOS VELOSO

Anabela PIRES (sociologue de la DRAALg) qui nous a apporté son aide méthodologique précieuse pour la conduite et l'analyse des entretiens et pour la traduction.

Les étudiants de l'ESA de Coimbra

Le Conselho de Góis, ADIBER pour son accueil et les excellentes conditions de travail.

Les habitants des villages qui nous ont reçus .

Les techniciens et agents de développement de : ADIBER, de la Camara Municipal de Góis , de la Coopérative de Vila Nova de Ceira et de la Zone agraire pour le temps qu'ils nous ont consacré et leur aide pour la réalisation des entretiens.

1 ère partie

Présentation de l'étude
objectifs, méthode, déroulement

1.
Objectifs et méthode

1.1 Objectifs de l'étude

L'objectif général du module, conduit sur une durée de trois semaines (du 2 au 20 Juin 2003) était d'apporter aux participants **des moyens d'observation et d'analyse pour appréhender le développement agricole et rural en termes de dynamique locale de changement,** c'est à dire (comme nous l'indiquions en introduction) à partir du *point de vue* des acteurs qui vivent sur le territoire concerné, et des *dynamiques sociales locales* dans lesquelles ils s'inscrivent.

Nous apportons dans cette première partie des précisions sur les différents volets d'étude que recouvre cet objectif, ainsi que sur les éléments théoriques et méthodologiques qui fondent notre approche.

Premier point, notre objectif supposait de travailler à une échelle qui corresponde à une unité de territoire présentant des caractéristiques géographiques et économiques homogènes et surtout correspondant à une dynamique sociale locale ; c'est à dire à l'existence de relations et d'interactions entre acteurs. On pourrait parler aussi d'échelle d'inter-connaissance.

Une fois cette échelle déterminée (cf point 1.2), il s'agissait de se donner des moyens pour:

- caractériser, sur l'unité de territoire retenue, la diversité de la population agricole et des modes de production,
- rendre compte de la diversité des pratiques agricoles et des « conceptions» qui y sont liées ; et replacer ces éléments au regard des grands traits de l'évolution de l'agriculture dans les dernières années, telle que perçue par les producteurs.

  Une des questions posées ici est de comprendre comment les activités agricoles se combinent aujourd'hui avec d'autres activités. Dans une perspective de développement local, on ne peut s'en tenir aux catégories habituelles de classement des agriculteurs ; si l'on ne retient que ceux identifiés comme tels (à temps plein ou reconnus comme viables, par exemple), on passe à côté d'une part importante de la population ayant une activité de culture ou d'élevage, population qui peut être composée, surtout en région de montagne, de familles pluri-actives. Or cette population, de fait, occupe et gère le territoire .
- comprendre les préoccupations spécifiques des producteurs et habitants des villages ;

Ensuite, il s'agissait d'approfondir une problématique spécifique correspondant à des changements ou « projets » en cours, problématique déterminée en discutant avec des personnes qui interviennent sur le secteur d'étude dans le champ du développement local. Autour de ces changements et de ces projets, nous avons cherché à comprendre :

- qu'est-ce qui fait l'objet de débat, comment les différents acteurs concernés voient les choses (au regard de leurs activités et compétences) et formulent les problèmes ; au fond, quelles sont les positions prises selon les différents points de vue en présence;

Pour caractériser les dynamiques sociales locales, nous avons chercher à identifier les différents types de relations:

a) celles qui sont liées aux formes d'organisation du travail et aux réseaux de dialogue des producteurs localement ;

b) les relations entre producteurs et autres acteurs ruraux ; entreprises d'amont et aval, autres acteurs professionnels, migrants, etc…

c) les relations avec des agents (techniciens, conseillers, etc.) des organismes de développement qui interviennent spécifiquement dans le domaine agricole et rural.

A partir de l'ensemble de ces éléments, il s'agissait enfin de dégager des pistes de travail et de les discuter avec les personnes rencontrées dans les villages, ainsi qu'avec les organismes.

1.2 Les concepts et outils d'analyse : une approche compréhensive du changement technique et du développement local

La bibliographie et les documents de référence auxquels renvoie cette approche sont donnés à la fin de cette partie.

Les transformations observables dans une société, et pour ce qui nous intéresse ici dans les modes de production agricoles et d'utilisation d'un territoire, sont appréhendés comme le produit : 1) sur le plan cognitif, d'un processus de production et de transformation des connaissances pour l'action par les producteurs eux-mêmes ; 2) sur le plan social, d'interactions au sein des systèmes de relations et des formes d'organisation dont ils sont partie prenante .

✓ ***Comprendre les pratiques et leur évolution au regard des conceptions***

Sur le plan cognitif, la première idée est que les pratiques, les choix que font les personnes et les changements qui en résultent dans leurs activités ne sont intelligibles qu'au regard de leurs *conceptions des choses*. On cherche donc non seulement à décrire comment les personnes travaillent (leurs pratiques) , mais quel est le sens qu'elles donnent à ce qu'elles font.

Ces conceptions se traduisent par une façon de parler et de décrire les choses : des critères d'évaluation et de qualification, des *normes* et *références* à partir desquelles sont évaluées les situations, ce qui marche bien ou moins bien, ce qu'il faudrait changer.

Conséquences méthodologiques :

→ **l'attention portée à la Parole**

Concrètement on procède par des entretiens semi-directif conduits de façon à recueillir deux types d'informations (sachant que dans le discours elles ne sont pas séparées):

- des éléments de description des activités (E*xemple : l'alimentation des animaux, la conduite des pâtures, l'utilisation des produits de la ferme , etc.…)*
- des explications et arguments associés aux activités et aux pratiques ; ainsi que sur les changements passés ou en cours.

→ **Une attention particulière aux préoccupations** : ce qui marche bien ou moins bien (et pour quelles raisons), et aux souhaits.

Ces préoccupations peuvent être exprimées par les producteurs à propos de leurs activités, ou à propos de propositions ou projets venant d'autres acteurs : organismes de développement, responsables politiques, entreprises d'amont ou d'aval. On cherche alors à comprendre comment les producteurs se situent par rapport à ces propositions, dans quelle mesure elles peuvent ou non prendre sens au regard de leurs activités, sens qui renvoie notamment au lien qu'ils peuvent faire avec la façon dont se posent pour eux les problèmes.

✓ *Replacer les agriculteurs dans les dynamiques sociales locales*

Les normes et les conceptions qui guident l'action ne sont pas figées. Produit social par excellence, elles s'inscrivent dans un *système de pensée* construit collectivement et qui évolue en permanence. Dans les situations de changement du contexte (évolution du marché, nouvelles techniques, projets, mesures de politique publique…) ou de problèmes à résoudre (nouvelles maladies par exemple…), c'est au travers du dialogue, sur ce qui marche bien ou moins bien, sur comment faire autrement, sur comment résoudre un problème, que s'élaborent des réponses et que se transforment ces normes d'action.

Ce dialogue opère à deux niveaux;

- dialogue entre pairs tout d'abord (des personnes qui, de par des activités et une position sociale relativement semblables, sont susceptibles de partager des préoccupations communes);
- dialogue avec des personnes de *points de vue* différents en second lieu.

Nous parlons de *points de vue* objectivement situés en référence à une activité (éleveur de chèvres à tel endroit, technicien fromager de telle entreprise, etc.) et à un statut social[6] (jeune ou âgé, responsable professionnel, isolé ou ayant beaucoup de relations, etc.).

Conséquences méthodologiques :

→ **Notre unité d'étude** est donc constituée non pas par une exploitation agricole ou une famille mais par **une configuration sociale locale** qui correspond à un *ensemble de personnes en relation de dialogue et de coopération matérielle* (entraide, formes diverses d'organisation collective du travail). Cette configuration constitue un espace d'interactions sur le plan à la fois social (interinfluences) et cognitif (échange et production d'idées).

Nous décrivons ces configurations sociales par l'étude des ***réseaux de dialogue***, en prêtant attention aussi aux niveaux d'interactions liés aux relations entre des producteurs et des agents de développement , des responsables politiques , etc.

Le choix des personnes à enquêter : une fois déterminé un secteur géographique dont on fait l'hypothèse qu'il correspond à une telle configuration sociale locale, nous cherchons à rencontrer la plus grande diversité de familles (tant du point de vue technique, que social, ou économique) qui la composent, sans prédéterminer de catégories (agriculteurs à plein temps ou non, plus ou moins insérés dans le marché, ayant ou non une « succession», etc.).

Une analyse collective des données.

Nous n'enquêtons pas tout le monde mais un nombre suffisant de personnes pour représenter cette diversité. Ensuite nous procédons par une analyse collective des informations ; c'est l'ensemble du « groupe de pairs » que l'on cherche à caractériser, selon les différents axes d'analyse définis par nos objectifs:

1. une diversité de combinaisons d'activités et de pratiques , associée à une diversité de « façons de voir » ;
2. un ensemble de préoccupations plus ou moins partagées ;
3. un débat : ensemble d'arguments et de positions prises par les uns et les autres sur des choses qui font problème, des projets, des propositions d'autres acteurs ;

[6] Notion développée dans : Prieto J. 1975: *Pertinence et pratique. Essai de sémiologie*, Paris, Ed. de Minuit.

4. un système de relations caractérisé par la nature et la densité des liens de dialogue entre producteurs et par les positions de multi-appartenance de ses membres.

→ **L'étude du débat** constitue une entrée privilégiée pour accéder aux changements en cours et aux préoccupations qui y sont liées. Il est fait de *points communs* et de *variantes* .

Concrètement on y accède de deux façons :

- auprès d'interlocuteurs privilégiés (agents intervenant sur le secteur, responsable professionnel ou agriculteur âgé « reconnu » localement) en demandant qu'est ce qui fait l'objet de discussions en ce moment ;
- auprès de l'ensemble des personnes enquêtées en demandant: de quoi elles discutent et qu'est ce que disent les uns et les autres à propos de tel changement, ou de tel problème, de tel projet ou mesure en cours, dont on a pris connaissance auparavant.

✓ ***Appréhender l'intervention des agents et des organismes en termes d'interactions avec les dynamiques socio-techniques locales***

De la même façon que les agriculteurs, les techniciens et les agents de développement interviennent à partir d'un ***point de vue spécifique*** (objectivement différent de celui des agriculteurs et diversifié selon les organisations, les domaines d'activité et de compétences), avec leurs propres façons de voir, d'évaluer les situations et de concevoir les moyens de changer ou d'améliorer les choses.

→ Il s'agit de décrire leurs activités et leurs façons concrètes d'intervenir (s'attacher aux pratiques et pas seulement aux discours), en situant ces pratiques au regard de la « logique propre » des organismes de développement – ou des agents qui les représentent -, de leurs objectifs et de leurs conceptions des choses.

→ Dans un deuxième temps, on peut analyser les actions qu'ils conduisent et leurs résultats au regard de leurs interactions avec les dynamiques socio-techniques locales. Ces interactions peuvent opérer soit sur le plan des manières de formuler les problèmes et d'envisager les solutions (les agents ne voient pas les choses de la même manière que les producteurs) ; soit sur le plan social : celui des effets de leur intervention sur le renforcement ou non des liens et des formes d'organisation collective, sur les processus de sélection ou de réduction des écarts, par exemple.

On peut aussi s'interroger sur les difficultés qu'ils rencontrent, dans leur travail avec les producteurs « au quotidien », ou en lien avec le contexte institutionnel dans lequel ils s'inscrivent .

2.
Déroulement

Les principales étapes de travail ont été les suivantes :

- déterminer deux secteurs d'étude correspondant chacun à une échelle d'inter-connaissance (ou configuration sociale locale);
- concevoir un guide d'entretien qui permette l'expression des dimensions exposées précédemment;
- conduire les entretiens auprès des différents acteurs: choix des interlocuteurs selon les critères déterminés, entraînement à la conduite de l'entretien et à la prise de notes, conduite des entretiens ;
- analyser les informations de façon à rendre compte des « points de vue » des acteurs: de leurs conceptions et de leurs préoccupations, ainsi que des réseaux de dialogue ;
- mettre en forme et restituer les résultats de l'analyse de façon à les discuter avec les producteurs d'un côté, les acteurs institutionnels de l'autre.

Nous reprenons ci-après le déroulement des trois semaines.

2.1 Définition du cadre de l'enquête et préparation des entretiens (1ère semaine)

Présentation des objectifs et du cadre d'analyse :

Exposés et discussions en salle auprès du groupe.

Présentation de la région et du secteur d'enquête :

Entretiens et discussion avec différents représentants politiques et institutionnels (cadres et techniciens des organismes de développement intervenant sur le secteur).

- Réunion au Conselho de Góis avec des élus de la Camara municipal de Góis, un responsable professionnel de l'Association des apiculteurs et des capriniculteurs de Góis, un représentant de l'Association Forestal de Góis, des représentants de IDARC et ADIBER. Chacun présente sa vision des enjeux de développement du secteur et des priorités d'actions. Discussion avec le groupe.
- Visite sur le terrain, en zone de vallée, guidée par un agent de développement (technicien de la Camara Municipal de Góis): première appréciation de la configuration géographique du secteur et des caractéristiques de la production agricole . Appréciation aussi de l'ambiance et de la vie dans les villages, des sujets en discussion ; des différences d'une zone à l'autre en termes de densité de population.
- Exposé d'un technicien d'ADIBER : présentation du secteur et de son organisation sociale à partir d'une carte commentée. Discussion et questions pour formuler des hypothèses sur les réseaux de relations et le choix possible de zones correspondant à une échelle d'interconnaissance .

A partir de ces différentes informations :

→ <u>formulation d'hypothèses</u> sur les « problèmes » et les questions de développement en débat (du point de vue des agents de développement).

→ choix de deux micro-secteurs d'étude correspondant à des configurations sociales locales présumées : un secteur de Vallée et un secteur de Montagne

Préparation des entretiens

- Exercices d'entraînement à la conduite de l'entretien (la fonction *DIRE*, la prise de notes)
- Identification et choix des personnes à enquêter :
  - définition des critères de choix (voir point 1.2) : toute personne ayant une activité de culture ou d'élevage, diversité de taille économique et de fonctionnement technique, des personnes qui ne sont pas forcément en relation avec les organismes.
  - identification des personnes à partir des listes existantes et de la connaissance des agents de développement.
- Définition des modalités pratiques de conduite des entretiens, organisation des groupes

  Compte tenu du temps disponible pour réaliser les entretiens, du nombre de participants et du nombre de personnes pouvant assurer la traduction, trois groupes ont été constitués.
- Pré-enquêtes pour tester les guides d'entretien: un entretien par groupe (soit trois entretiens au total). Les contacts ont été pris avec l'aide des agents . Après ce premier entretien, ajustement des guides d'entretiens en Portugais.

2.2 La conduite des entretiens (2ème semaine)

Le fonctionnement des groupes

Dans chaque groupe la répartition des rôles était la suivante:
- un locuteur portugais conduit l'entretien
- un traducteur traduit au fur et à mesure de l'entretien en casi-simultané ,
- les autres personnes prennent des notes de la traduction (selon les modalités définies).

Certains entretiens ont été enregistrés de façon à pouvoir ensuite compléter si besoin la prise de notes ou vérifier la traduction.

Après l'entretien, remise au propre des notes : chaque entretien est relu intégralement, complété en groupe et tapé. La ré-utilisation des cassettes s'est avéré toutefois difficile dans le temps dont nous disposions et compliqué du fait de la langue.

Les personnes rencontrées

- Dans les villages, 19 personnes exerçant une activité de production agricole: 12 en zone de vallée et 6 en zone de Montagne
- Quatre personnes exerçant une autre activité :
  - un restaurateur localisé dans la zone montagne,
  - un président de l'Asamblea de Compartes (montagne),
  - un meunier retraité et un mécanicien - commerçant de machines agricoles (vallée).
- Des acteurs institutionnels :
  - 5 techniciens et agents de développement (1 Adiber, 1 Camara de Góis, 2 zone agraire, 1 coopérative de Vila Nova de Ceira)
  - Le vice président de la Camara municipal de Góis
  - Le président de ADIBER, le coordinateur de l'IDARC

Une visite commentée de la zone Montagne avec M. Antonio Veloso

Lecture du paysage et approche de l'évolution historique de l'utilisation du territoire: la forestation, l'évolution de l'habitat dans les villages, les enjeux d'aménagement du territoire.

Premier traitement des données par entretien individuel.

- Pour les producteurs, report des parties correspondant aux différents volets d'analyse:
  - les pratiques et les conceptions ;
  - les changements : l'évolution à long terme et les changements en cours ;
  - les préoccupations ;
  - le débat : ce qui a été dit à propos des projets en cours et des changements ;
  - les relations de dialogue et de travail.

  Une fiche descriptive de la famille et de ses activités complète ce traitement des données.
- Pour les agents, traitement par entretien selon les volets suivants :
  - présentation de l'institution
  - les activités pratiques, notamment en ce qui concerne les « projets » en cours, et les conceptions sur ces projets
  - les préoccupations et difficultés rencontrées.
- Mise en commun (en grand groupe) de ce traitement et discussion : premières hypothèses d'interprétation des données.

2.3 Analyse collective des données et restitution (3ème semaine)

Synthèse des données par types d'acteurs (producteurs, agents des organismes).

Le travail est réalisé par groupes : un groupe correspondant à un volet d'enquête (pratiques, changements et débats, préoccupations , relations.). Chaque groupe travaille sur l'ensemble des fiches issues du traitement individuel des entretiens et correspondant à la partie qu'il traite, en gardant séparément vallée et montagne.

Mise en commun, comparaison des résultats des deux secteurs et discussion en grand groupe

Préparation de la restitution : rédaction d'une synthèse par groupe.

Restitution aux producteurs de Montagne en présence des agents de terrain.

Réunion à Ribeira Cimeira au café (lieu habituel de réunion) en soirée. Tous les producteurs rencontrés on été invités (à qui nous avions demandé d'inviter en plus leurs voisins et parents). Une affiche a été mise également sur la place publique.

- Nombre de participants habitants des villages: 13 (6 hommes et 7 femmes).
- Présentation des préoccupations et de ce que nous avons retenu du débat concernant: la valorisation des produits locaux, la rénovation du patrimoine bâti.
- Discussion avec les participants : en cours de discussion, ajustement de certaines formulations de problèmes et ajout de certaines questions .

Restitution aux institutions.

Présentation de l'ensemble de la synthèse des données selon le plan correspondant aux différents volets de l'enquête (voir partie 2 : résultats). Discussion.

Remarques sur la présentation des résultats

- Un traitement plus poussé des données concernant la zone montagne:
  compte tenu du nombre réduit d'entretiens réalisés sur le secteur vallée, l'analyse est moins approfondie. Nous n'avons exploité les résultats concernant ce secteur que dans la mesure où nous considérions avoir suffisamment d'informations.
- Le point de vue des producteurs au centre de l'analyse.
  Nous avons choisi de restituer dans ce document principalement le point de vue des producteurs et habitants des villages, pour deux raisons : d'une part ce choix correspond aux objectifs de notre étude et à la volonté de donner la parole à ceux qui ont le moins accès au débat public. D'autre part notre but n'était pas de faire une analyse du travail des organismes de développement mais bien d'être à même de situer les projets qu'ils défendent et leurs visons des choses au regard des préoccupations des producteurs. Seules les informations concernant ces projets ont été reprises (voir partie « orientations de développement »). Au cours du travail, la connaissance de l'ensemble des activités des agents a cependant été utile pour mieux comprendre ces conceptions et projets.
- Remarques méthodologiques sur le traitement du matériau
  La présentation des résultats donne une large part aux extraits d'entretiens et ces extraits peuvent être repris à plusieurs endroits. De fait les différents volets d'analyse sont liés entre eux ; nous avons voulu garder pour chaque partie une cohérence correspondant à la façon dont les choses ont été abordées par les personnes rencontrées.

Références bibliographiques

- Bourdieu Pierre, « Comprendre », in : Bourdieu : La misère du monde. Ed. du seuil , Paris, 1993.
- Darré Jean Pierre, « Les lieux de production de la pensée technique ».. Dans Darré J.P. 1996 : L'invention de la pratique dans l'agriculture. Vulgarisation et production locale de connaissance. Paris, Kathala. Pp.51-65
- Fassin Didier, « Décrire : entretien et observation », , 1990. Dans : Fassin D. et Jaffré Y. – Sociétés, développement et santé. Ed Ellipses/AUPELF, Paris – 1990.
- C. Laurent et J. Rémy. « L'exploitation agricole en perspective ». Courrier de l'environnement n° 41, Octobre 2000.
- Olivier de Sardan Jean Pierre « Projets et logiques » et « Stéréotypes, idéologies et représentations »,. Dans Olivier de Sardan J.P., 1995. Anthropologie et développement. Essai en anthropologie du changement social. Paris : APAD-Karthala. Chap. 7, pp. 125-140
- Ruault Claire, « L'invention collective de l'action. Initiatives de groupes d'agriculteurs et développement local ». Paris, L'Harmattan, 1996.
- Ruault Claire. Dynamique des pratiques agricoles et relations professionnelles locales – Etude de cas sur l'évolution technique dans deux villages des Vosges. Etudes et Recherches sur les Systèmes Agraires et le Développement, n°20 – 1991, INRA SAD Paris
- Santos Veloso Antonio, « O papel decisivo do turismo na sustentabilidade dos espaços rurais e naturais do interior das Beiras , 2003.
- Camara Municipal de Góis : Diagnostico de recursos e necesidades , 2000.
- Voir aussi documents polycopiés du cours : Ruault Claire : « L'enquête socio-technique pour comprendre une dynamique de développement à l'échelle locale. Fondements et principes méthodologiques », et « Changement technique et dynamique socioprofessionnelle en agriculture ». Document de synthèse GERDAL.

2 ème partie

Les résultats de l'étude

- **Caractérisation des familles enquêtées**
- **Une vision de l'évolution des activités agricoles dans les vingt dernières années**
- **Les pratiques agricoles et les conceptions de l'agriculture aujourd'hui**
- **Les préoccupations des producteurs : pistes de travail**
- **Des orientations de développement et projets en cours, objets de débat**
- **Approche de l'organisation sociale et des réseaux de dialogue dans le secteur montagne**
- **Conclusion**

3. Caractérisation des familles enquêtées et de leurs activités

leurs activités sont présentées dans les tableaux 1 et 2 de l'annexe 1. Nous en faisons ici un commentaire synthétique. Rappelons que notre objectif n'était pas d'avoir le maximum d'informations sur ces personnes, mais de recueillir des éléments nous permettant de situer les préoccupations, les conceptions exprimées (à propos des activités agricoles et leur avenir) au regard du *point de vue* de celui qui parle. Ce *point de vue* est caractérisé par des activités matérielles d'une part, des données telles que l'âge, la situation de famille ou le fait que la personne ait émigré ou non, d'autre part, et enfin par son appartenance sociale. Tels qu'ainsi définis, les points de vue des agents de développement, ceux des responsables politiques, et ceux des producteurs habitants dans les villages sont objectivement différents, le point de vue de ces derniers (mais c'est vrai aussi pour les producteurs) étant relativement diversifié .

3.1 Présentation des personnes enquêtées dans les villages

Les entretiens ont été conduits auprès de 19 personnes dans les deux zones étudiées:

- 13 producteurs (5 hommes et 8 femmes dont une mère et sa fille) dans la zone de montagne, freguesia de Góis, sur les villages de Ribeira Cimeira, Pena, Vale Torto, Aigra nova et Aigra Vela, Cerdeira
- 6 personnes (3 hommes et 3 femmes) dans la zone de la vallée, freguesia de Vila Nova de Ceira, villages de Carvalhais, Fonte Soito, Murtinheira, Varzea Pequena.

Ces personnes ont entre 40 et 70 ans, à l'exception d'un jeune de 34 ans. Toutes sont mariées. En zone de montagne, trois femmes sont veuves. Ce sont des familles relativement peu nombreuses (1 ou 2 enfants), sauf deux familles de 6 et 7 enfants dans la zone montagne .

Toutes ces personnes ont une activité de production agricole et d'élevage.

Deux familles, une dans la vallée et une dans la montagne en vivent, c'est à dire que les activités agricoles (entendant par là : la culture et l'élevage) constituent la principale source de revenus. Pour les autres, il s'agit d'activités complémentaires à d'autres activités ou revenus, mais qui occupent une importance très variable (en temps et en part de revenus) suivant les familles, en fonction de la nature de ces autres activités.

Dans la montagne

- 3 personnes exercent une activité salariée à l'extérieur (le mari ou, dans le cas du jeune, le mari et la femme): ouvrier d'usine, maçon, machiniste.
- 5 personnes parmi les plus âgées sont revenus vivre au village après avoir travaillé à Lisbonne ou en France durant plus de 10 ans. Elles touchent alors une retraite. Une personne, retraitée de l'administration, exerçait son travail dans la région.
- 3 personnes (des femmes) ont toujours travaillé « ici ».

Dans la vallée

- 4 personnes sur les 6 exercent ou ont exercé (2 sont aujourd'hui retraités) une activité salariée à l'extérieur, à Lisbonne ou dans la région. La taille économique de l'activité

agricole (surfaces exploitées et nombre d'animaux) est relativement plus importante dans deux cas où à la fois le mari et la femme sont ou étaient salariés.

- 2 personnes ont toujours travaillé au village dans l'agriculture.

3.2 Les activités agricoles : caractéristiques générales

Nous présenterons plus en détail les pratiques d'élevage et de culture, ainsi que les conceptions qui y sont associées dans la partie 4. Nous donnons ici les principales caractéristiques des modes de production.

Dans la vallée comme dans la montagne, les activités agricoles se caractérisent par la polyculture-élevage. Toutes les familles ont donc à la fois des cultures, vivrières principalement, et des animaux. Les principales variantes entre les deux zones sont :

- la présence de vignes et d'oliviers dans la vallée,
- un rôle plus important de l'élevage et de l'apiculture en montagne.

10 familles (6 dans la montagne et 4 dans la vallée) ont des parcelles plantées en eucalyptus, pins ou châtaigniers (de surfaces très variables), destinées à la vente du bois.

Les cultures

Toutes les familles, dans la vallée comme dans la montagne cultivent des légumes dans des parcelles appelées « jardins »: pomme de terre, haricot et petits pois, choux, tomates, oignon, ail. Ces cultures sont principalement destinées à la consommation familiale.

Tous cultivent aussi des céréales, principalement le maïs (en quantité plus importante dans la vallée), et parfois l'avoine lorsqu'il y a 1 ou 2 chevaux (deux personnes dans la vallée).

Dans la vallée, les 6 familles rencontrées ont des vignes et des oliviers sur des parcelles de taille variable. Il semble (comme nous le montrerons dans la partie 2) que les surfaces plantées en vigne comme en oliviers aient globalement diminué.

Le vin et l'olive (transformée en huile) peuvent être destinés à la vente. Mais nous verrons que les producteurs expliquent ne plus vendre d'huile du fait à la fois d'une maladie sur les olives et de la fermeture des moulins. Quant au vin, la production destinée à la vente diminue.

L'élevage

Toutes les familles enquêtées ont des petits animaux de basse cour pour la consommation familiale principalement : poules, lapins, plus un ou deux cochons. Ceci est considéré davantage comme une activité domestique que comme un élevage à proprement parler

Dans la montagne, la principale production d'élevage est l'élevage de chèvres (9 familles sur 12). Le nombre de têtes varie de 6 à 100. Ceux qui n'en ont pas aujourd'hui, en ont eu auparavant et ont arrêté du fait de l'âge ou de problèmes de santé. Le fromage et les cabris sont vendus dans des proportions extrêmement variables suivant les familles, en fonction de la quantité de produits et de la quantité de personnes à « fournir » au sein de la famille : notamment les enfants qui travaillent à l'extérieur dans la région ou à Lisbonne. Il n'y d'activité commerciale importante que dans les deux cas où les troupeaux sont de taille plus importante.

Dans la vallée, 3 personnes ont des chèvres, entre 4 et 15 têtes. En revanche on trouve quelques bovins (dans trois familles) et des brebis dans une famille.

L'apiculture

La production de miel concerne 4 familles dans la montagne, avec un nombre de ruches allant de 10 à 82 (en incluant les anciennes ruches et les nouvelles), et une famille dans la vallée, qui possède 40 ruches. Le miel est partiellement destiné à la vente.

Le foncier

Dans les cas étudiés, les terres cultivées en légumes sont pour la plupart des propriétés privées, ainsi que certaines parcelles boisées. Les terres communautaires (baldios) sont exploitées pour la production forestière et le pâturage.

Une main d'œuvre essentiellement familiale

On ne rencontre pas de main d'œuvre salariée, sauf dans un cas de la vallée. Quelques travaux « difficiles » peuvent être effectués contre rémunération par une personne extérieure à la famille. Les autres travaux se font avec de l'entraide familiale et entre voisins.

3.3 Les appartenances socioprofessionnelles

La plupart des personnes de la Montagne (8/12) sont membres de la Commission d'Amélioration . Trois personnes sont associées de l'Asamblea de Compartes. Nous présenterons en détail ces organisations et leur rôle dans la vie sociale des villages dans la partie 6

Une personne (AV) a une position socioprofessionnelle particulière, caractérisée par une appartenance à de multiples organisations locales et régionales et par des responsabilités exercées au sein de ces organisations, ainsi que par une proximité avec les techniciens et les responsables politiques de la région.

Deux personnes plus âgées disent n'appartenir à aucune organisation (RC2 et VT2).

* * * * * * * * *

4.

Une vision de l'évolution des villages et de l'agriculture dans les vingt dernières années

Nos entretiens ont tous mis en évidence l'importance des changements survenus dans les activités agricoles, et plus largement dans l'ensemble des activités économiques familiales, au cours des vingt dernières années. Ces changements sont ressentis de façon relativement semblable dans la Montagne ou dans la vallée. Mais il existe certaines spécificités que nous signalerons à la fin de cette partie .

Les personnes rencontrées dans les villages parlent spontanément de ce qu'elles vivent aujourd'hui en référence à «avant». Certes nous avons rencontré des personnes, qui de par leur âge ont vécu ces évolutions, mais il nous semble que l'importance de la référence au passé traduit aussi l'ampleur et la rapidité de ces changements.

4.1 Les villages se vident

Tout d'abord, les gens ressentent que les villages se dépeuplent, qu'il y a peu d'enfants ou de jeunes et beaucoup de personnes âgées. Ce sentiment ne prétend pas traduire l'évolution démographique sur l'ensemble de la zone et en particulier sur Góis[7] mais bien la manière dont les personnes enquêtées vivent cette évolution dans les lieux où elles habitent (lieux où nous les avons rencontrées). Ainsi à Cerdeira par exemple, il n'y aurait plus « qu'une dizaine de personnes dans le village » CE1. C'est le manque d'emploi et la difficulté à vivre de l'agriculture qui sont données comme les causes principales de l'exode.

> « Il y a beaucoup de maisons vides, parfois ils viennent pour un mois et ils repartent : les gens ont abandonné le village …Ici tout le monde est vieux, j'ai soixante ans, je suis la plus jeune ». RC2
>
> « Anciennement les gens vivaient de l'agriculture, on était plus de 60 personnes. Ils ont émigré**,** ils sont partis chercher une vie meilleure… L'agriculture ne suffit pas pour vivre, les gens cherchent d'autres emplois… S'ils avaient de l'emploi !... » AN1

Pour trouver un emploi, les gens sont partis à Lisbonne, en France , mais aussi plus prés à Coïmbra .

Dans le même temps, des personnes reviennent, nous dit-on : des retraités qui choisissent de revenir vivre au village après leur vie active, les ressortissants des villages qui viennent pour les vacances d'été.

> « Il y a 8 ans nous n'étions pas nombreux ici, maintenant les couples à la limite de leur retraite sont intéressés à venir faire des petits jardins de légumes… Nous sommes à 500 mètres d'altitude donc pas de pollution d'air ni d'eau. Ici rien ne change. Les émigrés partent travailler à Lisbonne, ils viennent pendant les vacances et savent ce qui se passe ici »RC1.
>
> « Du 30 juin au 30 août cette maison se remplit. Ces gens sont originaires du village, il n'y a pas d'étrangers » RC2.

---

[7] Les recensements de la population montrent cependant une diminution continue de la population de 1970 à 2001 , et pour les 20 dernières années de – 24 %, mais la ville de Góis elle augmente .

Certains retraités se demandent quand même s'ils ne sont pas la dernière génération à faire le « retour » et si leurs enfants ne préféreront pas rester pour leur retraite là où ils ont vécu.
Quelques touristes, Portugais ou étrangers, commencent aussi à fréquenter les villages, même s'ils sont considérés comme marginaux. « Il n'y a qu'une seule location dans le village… la demande est importante il faut demander un an avant pour l'été, l'hiver il n'y a personne »RC2 .

4.2 La vie est pourtant considérée comme plus facile

Les conditions de vie se sont améliorées .

> « Par rapport au village… maintenant on a des routes, l'eau, l'électricité, des églises : tout a été fait avec notre argent. L'Etat a surtout contribué pour faire les routes. Avant, il n'y avait pas de toilettes dans les maisons, pas d'électricité, pas d'eau maintenant on a tout à la maison comme dans les grandes villes ». CE3

> « On n'avait pas de routes, pas de téléphone, on vivait isolé du monde. On ne pouvait rien avoir, pas de réfrigérateur. On vivait ici dans un retard de vie, ça a changé maintenant, c'est très bon, trop… Si les gens d'avant pouvaient venir voir les améliorations, ils ne seraient pas partis d'ici…. »AN

Si les choses sont considérées comme plus faciles, c'est aussi grâce à des revenus complémentaires à l'agriculture. « Avant on dépendait de l'agriculture pour vivre, aujourd'hui on touche une pension, personne ne meurt de faim. Avant c'était le contraire, il fallait cultiver pour vivre. »CE1. « Maintenant on a les subventions. Si il y avait eu les subventions avant …pour les grands troupeaux d'avant… »AN.

4.3 L'activité agricole : les surfaces cultivées et les troupeaux ont diminué

Le nombre de producteurs a fortement diminué.

Aujourd'hui ce sont surtout les « jeunes » retraités, encore en bonne santé, qui travaillent dans l'agriculture. L'activité familiale s'est diversifiée, les sources de revenu ont évolué. La culture et l'élevage, exercés en parallèle avec d'autres activités, ont perdu de l'importance comme source de revenu principale, ce qui ne veut pas dire qu'elles n'ont plus de rôle économique et social comme nous le verrons plus loin.

Les terres lointaines et abandonnées ont été plantées d'arbres : eucalyptus, pins.

De nombreuses parcelles (les plus éloignées) ne sont plus cultivées à cause du manque de main d'œuvre et malgré un début de mécanisation de l'agriculture, qui reste difficile en raison du coût et de la petite taille des parcelles.

> « Avant on travaillait beaucoup de terres et maintenant peu. C'est parce qu'il y a moins de gens dans le village. On exploite les terres à côté de la maison, les terres loin sont délaissées : c'est seulement les surfaces qui ont changé ».PE2.

> « Avant, on cultivait toutes les terres et maintenant tout est arbres et herbes , on fait le petit jardin. Avant, il y avait beaucoup d'animaux, aujourd'hui c'est tout perdu... maintenant les animaux sont remplacés par les herbes. Les gens disent : ça c'est à moi mais personne ne s'occupe de l'entretien » CE1 .

> « J'ai vu toutes les parcelles ici cultivées, aujourd'hui on cultive une partie seulement à cause de l'exode rural (du village). PE3

Dans la vallée comme dans la montagne, il y a un fort sentiment d'abandon et de déclin d'une activité autrefois reconnue, même si elle ne permettait pas toujours de bien vivre . Et finalement la forêt prend le pas sur l'agriculture. Dans la montagne, les terres (abandonnées) sont occupées par des eucalyptus. « Au lieu d'abandonner la terre comme ça, on met des eucalyptus et on peut gagner un peu d'argent. » PE3

4.4 Les formes d'entraide et d'organisation du travail ont évolué

Les principales évolutions mentionnées concernent la **mécanisation des travaux agricoles** et l'amélioration des conditions de transport . « Avant on labourait avec les bœufs, maintenant c'est le tracteur » AV1.

> « Maintenant il y a le tracteur. Les machines sont arrivées, on fait tout avec les machines. C'est une vie un peu mieux. s'il n'y avait pas eu d'amélioration tout serait abandonné. On a la Wagonnette et la moto-faucheuse, mais pour l'acheter ça coûte de l'argent ». AN
>
> «Avant ce qui était fait par 3- 4 personnes, maintenant le tracteur le fait »VP6

Paradoxalement certains producteurs ont le sentiment, en lien avec la diminution des surfaces travaillées, de « faire tout à la main » .

> « Avant c'était les bœufs qui labouraient les terres moins pentues, et celles où la pente était forte on faisait à la main. Maintenant, on n'a plus de bœufs. On a tout perdu aujourd'hui, on fait que des petits jardins, on fait tout à la main, on n'a rien ». CE2

La diminution de la population active agricole, l'évolution de l'utilisation des terres et la diminution des surfaces travaillées ont de fait conduit a de nouvelles formes d'organisation du travail. Cette évolution est ressentie comme une **individualisation du travail** et une diminution de l'entraide , même si (nous le verrons plus loin), de multiples formes d'entraide persistent : prêts de matériels entre voisins, entraide pour les semis, etc.

Ainsi par exemple les troupeaux, qui auparavant étaient rassemblés et gardés collectivement sur des terres communautaires, sont aujourd'hui élevés « chacun pour soi ». Avant, nous dit PE2, «il y avait de l'entraide entre les voisins, on travaillait de tour en tour d'une maison à l'autre parce que les terres étaient grandes. Maintenant non, parce que les surfaces sont petites ». Avant (lorsque le travail se faisait avec les bœufs, « il y avait deux personnes dans le village qui faisaient le labour pour tout le village suivant un planning».

4.5 Dans la vallée un sentiment de perte de statut social

La baisse du nombre d'actifs dans l'agriculture est ressentie tout aussi fortement dans la vallée que dans la montagne. Mais dans la vallée les personnes insistent sur le « désintérêt » des jeunes vis à vis du travail de la terre et le « manque de bras ». Il semble que la difficulté à trouver aujourd'hui de la main d'œuvre et à la payer, alors que traditionnellement le travail salarié (pour le vin et l'olive notamment) jouait un rôle important dans l'essor de l'agriculture, puissent expliquer ce sentiment de « décadence » d'une activité qui auparavant procurait pour les producteurs employeurs de main d'œuvre, un certain statut social.

Des productions destinées à la vente et qui constituaient une source de revenu financier: vigne et olives, sont en forte diminution, voire en cours d'abandon. Nous développerons dans les parties suivantes les préoccupations exprimées par les producteurs et le débat en cours sur l'avenir de ces productions.

* * * * * * *

5.

Les pratiques agricoles et les conceptions de l'agriculture

Dans cette partie nous avons tout d'abord essayé de comprendre comment les personnes enquêtées conçoivent leurs activités, que représentent aujourd'hui pour elles la culture et l'élevage au regard de l'ensemble des activités de la famille.

Dans un deuxième temps nous avons regardé de plus prés ce qui caractérise les modes de production et les pratiques agricoles en prêtant attention à la manière dont ceux qui les conduisent expliquent ces pratiques. Rappelons que notre but n'était pas d'en faire une description exhaustive, mais bien de comprendre quelles sont les préoccupations et les attentes des personnes qui vivent et continuent à produire dans les villages. Néanmoins, comprendre ces préoccupations supposait de les situer au regard des caractéristiques de l'activité agricole et de la manière dont elles sont concrètement menées.

5.1 Comment les producteurs parlent de leurs activités

✓ ***Une majorité considèrent qu'ils ne font pas d'agriculture proprement dite***

Ils cultivent « seulement » un « jardin » ou ont quelques animaux, et c'est « seulement » pour la consommation, nous disent-ils.

> « Je ne fais pas d'agriculture, j'ai un petit jardin. Je produis un peu de pommes de terre, de salade et des choux. J'ai aussi des eucalyptus, à peu près 50x 50 m. Mon objectif n'est pas de vendre. J'utilise les héritages de mes parents, je ne cherche pas de revenus avec ça » CE3.

Faire de l'agriculture ce serait produire pour vendre et en vivre. Or les personnes enquêtées considèrent, à l'exception de deux, qu'aujourd'hui elles ne peuvent pas vivre de l'agriculture ; « ici l'agriculture n'est pas rentable, les jeunes qui sont là ne veulent pas travailler la terre, ils préfèrent travailler en ville »PE1.

> « Nous sommes avec les animaux, on produit pour nous, maïs, haricot, pomme de terre, oignons, c'est tout sur la même petite parcelle, c'est pour nous. On n'a pas besoin d'aller à la place. L'agriculture ne donne pas pour vivre, peut être les animaux, ça donne pour vivre. » AN1

Certains comparent avec d'autres régions ou pays : « en Allemagne, France , Espagne, l'agriculture est forte. Ils produisent beaucoup , ils ont de bonnes terres » VT1. Mais surtout, nombreux sont ceux qui se réfèrent à ce qui se faisait avant.

> « Avant ici c'était une zone agricole. On produisait du maïs, de la pomme de terre, pour la commercialisation, mais aujourd'hui les jeunes sont partis en immigration » PE1.

> « Avant tout le monde avait un petit troupeau et les gens vendaient 3 à 4 têtes par an pour subvenir à leurs besoins. Mon père avait des bœufs, c'est avec ça qu'il vivait » CE3.

Autrement dit, avant « on travaillait davantage » et même si « l'on récoltait peu, car les terres sont très pauvres ici, on n'avait pas d'autres activités que l'agriculture, car il n'y avait pas

d'usines … Maintenant pour ne pas rester sans rien faire, passer mon temps et aussi avoir de la fumure j'élève mes chèvres »CE2.

Comme nous l'avons vu précédemment, la plupart des familles rencontrées sont pluri-actives et l'activité agricole n'est pas, du moins financièrement, l'activité principale.Mais il ressort cependant que l'importance accordée à cette activité varie suivant la personne qui parle : le mari ou la femme, et suivant le temps qui y est effectivement consacré.

Pour les hommes qui travaillent à l'extérieur, l'agriculture est plus nettement considérée comme une activité secondaire.

> « J'ai toujours travaillé dans la construction civile et l'agriculture. Je fais l'agriculture dans les heures disponibles. Je n'ai pas de difficultés ; je ne vis pas de l'agriculture ; ce qu'on fait, c'est seulement pour la consommation. Ceux qui vivent de ça, c'est difficile »VT1

Pour les femmes qui ont en charge les activités agricoles et y passent une bonne partie de leur temps, celles –ci restent importantes, même si on n'en vit pas.

> « C'est notre vie, on fait notre travail à la maison, l'agriculture ici, c'est comme ça ». AN1 la mère . « Mon mari c'est pour les ruches, ma mère est veuve et moi pour les cultures » AN1 la fille .

✓ *La production agricole joue un rôle important dans l'économie familiale*

Au cours des 20 dernières années, l'activité familiale a éclaté et les sources de revenu se sont diversifiées. Avant on vivait principalement de l'agriculture et si cela ne suffisait pas, on partait chercher à l'extérieur de quoi vivre. Aujourd'hui on ne cherche plus à vivre de l'agriculture, mais il apparaît que celle-ci joue un rôle non négligeable dans l'économie familiale. Elle permet de **compléter le revenu d'une autre activité, d'une pension, ou de subventions** et de **diminuer les dépenses alimentaires.**

> « L'agriculture est encore importante dans ma famille ; si je devais acheter tout, le salaire de mon mari ne pourrait suffire » … « Je produis un peu de maïs, pomme de terre, haricots, chou, oignon, salade, petits pois pour la consommation familiale. J'ai aussi des pins, une petite exploitation, une grande partie en herbe (fazenda) ». PE2.

> « Je fais du fromage à la façon traditionnelle. On fait ça parce que la pension qu'on touche est trop petite ». CE1

> « On avait des bœufs et c'est avec ça qu'on gagnait un peu d'argent. Aujourd'hui on a une pension d'environ 375 euros par mois . C'est petit, ça sert uniquement pour payer l'eau et l'électricité ». CE2

En même temps, certains considèrent que les pensions, qui n'obligent plus comme autrefois à cultiver autant, sont en partie responsables de l'abandon des « fazendas » replantées en forêts.

> « Avant on n'avait pas de retraite , on dépendait de l'agriculture pour vivre. Aujourd'hui on touche une pension, personne ne meurt de faim » CE1

> « Avant tout le monde avait un peu de maïs, de pomme de terres, de chèvres, ils vivaient à partir de ces revenus. Maintenant les gens vivent de pension. Toutes les fazendas sont devenues des forêts, c'est à cause de la pension qu'ils reçoivent » CE3

✓ ***Les produits du « jardin » pour consommer, l'élevage pour consommer et pour vendre***

Les cultures du jardin sont principalement destinées à l'autoconsommation, permettant de diminuer les dépenses alimentaires , voire de ne rien acheter. « On cultive de tout pour la subsistance. On n'achète pas de pomme de terre, maïs, haricots ; on est autosuffisant». AV1.

> « Moi je veux maintenir ma petite agriculture pour économiser mon argent au lieu d'acheter au marché. Les gens font l'agriculture ici pour économiser l'argent » PE3

Les personnes à qui la production est destinée sont, outre les producteurs eux mêmes, les parents en activité ou retraités vivant dans le village, mais aussi les enfants ou des parents qui travaillent à l'extérieur, souvent loin. Comme l'explique M. CE2, « quand les enfants viennent , ils emmènent quelques produits avec eux ». Dans deux cas, les enfants ont un travail salarié mais habitent sous le même toit. M. RC1, qui a deux fils qui travaillent à Góis et Lisbonne, explique que « pendant les vacances, il y a tout le monde ».

> « Tout le fromage est pour la consommation de ma famille: je donne à mes voisins, à mon fils.J'ai une tante qui vit à Tanga, je lui donne aussi un peu de fromage ». PE2

Si les cultures « ne donnent pas pour vivre », les animaux en revanche peuvent apporter un revenu, ainsi que les ruches.

Les produits vendus sont le fromage et les cabris. « Ma grand mère disait : n'arrête pas les chèvres. La meilleure « fazenda » (« rapport ») c'est les chèvres. Quand on a besoin d'argent, on vend une chèvre… Les ruches et le bétail, ça donne l'argent, ça aide à vivre » AN1

> « En ce moment c'est la période du fromage : 4 à 5 par jour,ça nous aide un petit peu. On a vendu une vingtaine de cabris depuis le début de l'année, et on attend d'autres naissances... Pendant 7 mois on a fait du fromage à 1000 Escudos (5 euros) par jour. On ne dépense pas pour le faire mais ça prend du temps» RC1.

Les personnes à qui l'on vend sont souvent des personnes « connues » et « ui connaissent », plus rarement des touristes ou visiteurs de la ville. « Pour acheter des poissons, il faut faire de l'élevage (chèvres, lapins) on vend la production aux amis, aux frères et sœurs aux personnes qui nous demandent… On a aussi des poules mais tout ça c'est pour la consommation » CE1

Deux producteurs parlent de leurs activités en référence au marché.

M. AV1 « agriculteur, apiculteur et capriniculteur » , tel qu'il se définit, considère que pour les caprins « il n'y a pas assez de produit, tout ce qui est dans le marché est acheté, c'est insuffisant. On a beaucoup de clients, on préserve la qualité pas la quantité. Il y a possibilité de vendre des produits biologiques pour l'extérieur, ça ne marche pas encore, il manque du marketing…On a des surfaces pour cultiver le double mais comme j'ai dit avant il faut du marketing pour avoir la certitude de vendre ».

Nous verrons, à propos du débat en cours sur la valorisation des produits locaux, que ce mode de raisonnement, qui consiste à se situer explicitement par rapport à une demande extérieure réelle ou potentielle, reste relativement en marge des conceptions partagées par la majorité des producteurs rencontrés, en même temps qu'il constitue une référence.

✓ ***Les eucalyptus et pins, une activité commerciale pour gagner un peu d'argent***

Les parcelles d'eucalyptus et pins (et dans un cas de châtaigniers) constituent la seule production conçue nettement comme une spéculation marchande, source de revenus financiers. Elle concerne la moitié des familles en montagne et 4 sur 6 en Vallée. Dans certaines familles, le bois peut même être le seul produit vendu (PE3). Il semble, sans que nous puissions donner de chiffres, que les tailles de parcelles exploitées par famille soit relativement modestes, surtout en zone de montagne. «Les eucalyptus sont à vendre mais c'est petit, normalement on vend à la personne qui offre plus d'argent » CE2.

5.2 Les pratiques agricoles aujourd'hui

✓ ***En montagne, une réorganisation des terres exploitées***

En lien avec la diminution des surfaces cultivées, ce sont les terres les plus accessibles (en montagne) ou les plus fertiles (en vallée) qui sont exploitées en priorité. Ces parcelles étant la propriété de la personne qui est restée ou celles de membres de sa famille. « Quelques parcelles sont à nous, mais il y a aussi des pâturages à mes frères, à ma famille. On utilise les baldios » (AN). Une personne de la vallée explique : « on a beaucoup de terres, moi non, plutôt mes beaux parents » (MU)

Les producteurs de la montagne classent les terres en deux catégories :

- **celles qui sont près de la maison,** appelées « jardin » et exploitées de façon relativement intensive. Ce sont les terres qui concentrent les apports de fumier et parfois d'engrais ;
- **les plus éloignées appelées « fazendas,** en partie délaissées ou converties en forêts, ou encore destinées au pâturage .

C'est aussi l'organisation des parcours pour les chèvres, le plus souvent sur des terres communautaires (baldios), qui a été modifiée du fait de la baisse de main d'œuvre et de la plantation de nombreuses parcelles en forêt.

> « Avant les gens faisaient des parcours longs pour faire pâturer leurs animaux, il n'y avait pas beaucoup de forêts. Maintenant avec les forêts partout, si on met les animaux, ils vont se perdre. Avant on pouvait confier les troupeaux à des enfants qui les emmenaient dans les terres communautaires et les animaux pouvaient revenir seuls. Maintenant c'est plus possible, il y a eu des routes et les forêts ont tout changé »CE3

Mais certains précisent qu'aujourd'hui il y a une inversion de tendance. Avant il était interdit de faire pâturer en forêt. « Quand la forêt est arrivé au temps de Salazar, dans les années 40 – 50, les gens vivaient du troupeau… Si les chèvres mangeaient un petit pin les gens devaient payer »AN1 . Aujourd'hui la Direction régionale de l'agriculture (DRA) demande « d'amener les chèvres à la forêt. C'est une richesse, car les chèvres mangent les broussailles. Les chèvres luttent contre l'embroussaillement. Il y a beaucoup de pâturages autour du village. C'est un travail dur d'amener les chèvres à la forêt ».AN1

Une autre personne explique: « normalement tous les matins je sors les chèvres et je les mets au pâturage dans des forêts qui ne sont pas à nous, ce sont des terres communautaires (les baldios). A midi, je retourne manger ». CE2

✓ *Les pratiques de culture sont considérées comme « traditionnelles »*

Par traditionnelles, les producteurs se réfèrent à des pratiques de culture qui utilisent peu d'intrants (engrais chimiques ou traitements), et seulement «des engrais traditionnels », des pratiques basées sur les savoirs transmis par les parents, et pour lesquelles précisent-ils, « on n'a pas besoin des laboratoires ou des techniciens » VT1

Le débat sur la mise en valeur des produits locaux amène aujourd'hui certains à repenser cette notion du « traditionnel » au travers de nouveaux concepts tels que l'agriculture biologique, la production naturelle. C'est le cas pour la personne qui vend sur le marché : « mes pratiques sont biologiques, je n'utilise pas de produits chimiques, je continue comme il y a cinquante ans. Je n'ai jamais utilisé de produits chimiques, je n'ai jamais changé. J'ai une petite production qui est faite avec de l'engrais, c'est la pomme de terre, le reste, c'est le fumier. Pas de produits chimiques, désherbage manuel et c'est comme ça que l'on travaille».AV1

En même temps certaines personnes considèrent qu'il faudrait au contraire mettre de l'engrais pour obtenir une récolte. « Maintenant, si on ne met pas des engrais, des pesticides, la terre ne donne plus »CE1. En disant cela, ce producteur se réfère à ceux qui produisent beaucoup, lui même n'achetant aucun intrant.

La clôture des « jardins » autour des maisons

L'augmentation de la présence de sangliers nécessite de nouveaux moyens de surveillance. Auparavant, dans un contexte de main d'œuvre suffisante, la surveillance des bêtes sauvages était faite par les gens eux-mêmes. Aujourd'hui, les gens de la montagne expliquent comment ils ont clôturé les jardins. « Après mon gendre a clôturé les terres, on pouvait rester tranquille à la maison. C'est fini, sauf quand il faut refaire les clôtures. On fait des clôtures, mais on a peur qu'ils sautent la clôture, et que mes belles plantes soient toutes détruites… »AN1

Mais la présence de sangliers reste, dans la montagne comme dans la vallée, une des préoccupations majeures en ce qui concerne les cultures (comme nous le développerons dans la partie *préoccupations*).

✓ *La conduite des chèvres: un mode de vie avant tout*

Les éleveurs de chèvres parlent de l'élevage comme un mode de vie plus que comme un processus technique. « Mon quotidien c'est toujours travailler. Je me lève tôt le matin à cause des animaux, on s'arrange avec ma cousine: un jour c'est elle, un jour c'est nous. Je travaille à 4h le matin, à 3h le soir, nous sommes tous dans le bâtiment. Ma femme fait beaucoup de sacrifices, elle trait les chèvres » RC1.

Ce sont les femmes qui passent le plus de temps avec les troupeaux, et généralement ce sont elles aussi qui font la traite. En quoi consiste le travail:

> « Le matin, je me lève, je donne à manger aux animaux, j'envoie les chèvres au pâturage et les autres je leur donne du maïs en grains. Pour les porcins, je leur donne une alimentation spéciale : tous les déchets ménagers (reste des aliments) »PE2.
>
> « Le matin, on met les chèvres dans le pâturage. A midi elles sont enfermées, 2 à 3 heures à cause du soleil. Ensuite elles ressortent jusqu'à la nuit et pendant la nuit on les nourrit. On sème du pâturage pour elles. On sème le maïs, on ne le coupe pas, on le donne en hiver » AN1.

Des adaptations dans la conduite des troupeaux

Du fait de la diminution de la main d'œuvre, le pâturage se fait avec **moins de surveillance**; les chèvres ne sont souvent plus gardées. Les troupeaux pâturent dans les terres communautaires pour « manger les herbes et les broussailles qui envahissent les forêts ». Le matin, « on ouvre la porte, explique VT1, pour que les chèvres partent au pâturage… Le soir, elles redescendent le plus souvent seules pour être enfermées durant la nuit» .

> « Mon mari envoie les cabris (au nombre de 16) au pâturage le matin et les cherche pour les mettre à l'étable le soir ».CE1

> « C'est un système extensif, pas de berger… Je fais la traite le matin puis j'ouvre la porte, elles sont libres, et retournent le soir toutes seules, c'est dur de leur apprendre. Ce sont les animaux âgés qui guident les autres, je garde des filles de celles là. J'utilise des cloches plus lourdes pour les guides, ils suivent la cloche. Si un guide à un problème je change de guide ».AV1

L'hiver quand il pleut , ou encore l'été en période de sécheresse , les animaux sont nourris avec du maïs ou de l'avoine .

Limiter les dépenses

Que l'activité agricole soit considérée comme activité principale ou comme complément de revenus, il s'agit de dépenser le moins possible, surtout pour l'élevage des chèvres et des petits animaux . « On utilise des engrais traditionnels… Si j'ai un problème avec les chèvres je la laisse mourir, si c'est la vache j'appelle le vétérinaire. Un poulet coûte € 2,50, quand il est malade, je n'appelle pas le vétérinaire ». VT 1

La traite est manuelle, la fabrication du fromage : une pratique « traditionnelle »

La majorité des producteurs disent fabriquer leur fromage de façon « traditionnelle ». C'est surtout l'affaire des femmes. La traite des chèvres est manuelle et le fromage est fabriqué aussi à la main. Le chardon est toujours utilisé pour le caillage, ce qui donne un goût amer recherché par les connaisseurs. Ensuite, « soit on le met dans le frigo, soit on met du sel et on laisse sécher au soleil dehors : on met deux planches de bois et c'est là qu'on met le fromage. Il faut 15 jours au minimum pour que le fromage soit sec ».PE2.

> « On utilise la chaleur du lait pour accélérer la coagulation. La traite à partir de 2 h de l'après midi et 4h après on commence à faire le fromage. On utilise aussi le chardon pour la coagulation du lait. Cette enzyme est produite par nous même. Moi je pense que c'est le meilleur coagulant et il est plus économique. Encore que le chardon çà finit par être plus cher car on fait moins de litres de lait, çà donne un goût un peu amer mais c'est le goût traditionnel de la région. Pendant l'hiver on peut les sécher à l'air, sinon les mois chauds on utilise le réfrigérateur pour conserver pendant plusieurs jours (40-45 jours) dans la partie la moins froide . On a toujours du fromage frais. Si on les vend pas on les met au frigo ». RC1

Nous n'avons noté que très peu de variantes de pratiques entre producteurs. M. AV qui a davantage d'animaux par exemple maintient la traite manuelle. On lui a parlé de traite mécanique « mais non, il faut que les animaux passent entre mes mains », dit-il .

Il existe cependant quelques variantes dans la fabrication du fromage qui apparaissent liées à l'importance économique de l'activité: la taille du troupeau ainsi que la destination du fromage. La fabrication traditionnelle est considérée comme adaptée à la taille restreinte des troupeaux - « je fais le fromage de la façon traditionnelle, je n'ai pas beaucoup de chèvres »,

dit CE1- et à un mode de valorisation principalement familial. « Ici, il n'y pas beaucoup d'animaux, tout se fait à la main. Je pense que ce projet de fromagerie collective, c'est pour la coopérative des capriniculteurs ». PE3

Quand il y a un petit surplus, il est offert à la famille « émigrée », partagé avec des voisins ou vendu sur place sans difficulté à des visiteurs. Pour ceux qui ne vendent que leur surplus de façon épisodique, les prix sont considérés comme satisfaisants. Nous verrons que la question d'une augmentation éventuelle de la production et de la vente de fromages (en référence aux orientations souhaitées par les organismes de développement ou les responsables politiques pour la valorisation des produits locaux) ne se pose que pour très peu de personnes. « Augmenter la production n'est pas notre objectif. Si on peut produire pour manger, c'est bien. Pour le village je ne sais pas, il n'y a pas beaucoup de gens, la majorité des gens sont vieux. Le nécessaire c'est de maintenir ce qui existe. »CE2

Les producteurs qui en font une activité commerciale à part entière (deux personnes) en parlent différemment : les prix de vente n'assurent pas la rentabilité de l'activité, les pratiques de fabrication du fromage doivent être améliorées pour répondre aux nouvelles normes sanitaires.

✓ *La mise en place de contrôles sanitaires en élevage*

Le contrôle sanitaire des troupeaux constitue sans doute un des changements importants dans le domaine de l'élevage, changement dont l'origine est attribué à l'intervention des services vétérinaires en faveur d'un suivi des animaux .

M. AV, membre de l'Association des éleveurs d'ovins de la Serra d'Estrela explique: « au niveau sanitaire il y a un contrôle intensif. Quand on détecte un animal malade on n'utilise pas son lait. On fait la vaccination pour la galaxia, le déparasitage, le dépistage pour la brucellose. On le fait une fois par an , avant deux fois par an. » AV1

> « Si on a des problèmes avec nos chèvres, on appelle les vétérinaires. On a cette possibilité de parler avec les techniciens soit à travers ADIBER ou la mairie. On a eu besoin de ces vétérinaires, ils sont passés pour faire des vaccinations et des interventions sanitaires. Mme H. est revenue deux fois avec des vétérinaires pour voir nos animaux, ils nous ont donné des prescriptions et on est parti pour acheter les médicaments à Góis. »CE2

Les producteurs spécifient que l'intervention des techniciens, c'est pour les animaux pas pour les cultures.

✓ *L'apiculture, une production spécialisée*

L'apiculture nous a été présentée comme une production nécessitant des compétences techniques spécifiques. C'est l'affaire d'une seule personne dans chaque famille. « Il faut aimer cela », nous dit-on aussi. Depuis quelques temps est apparue une maladie qui complique la conduite de cette activité .

> « Il faut soigner les abeilles sinon elles meurent . Avant c'était pas pareil , on ne sait pas la maladie qu'elles ont. On a commencé à acheter le médicament. Mon mari parle avec des cousins qui ont aussi des abeilles. Ils ont dit de faire le traitement, mais lui n'a pas voulu , on a perdu 70 ruches. Maintenant on doit faire le traitement. On doit s'éduquer, c'est mon mari qui doit faire et parler de cela. Pour quelqu'un qui ne connaît pas, c'est difficile le travail des abeilles. .. » AN1

✓ *Dans la vallée, une agriculture relativement plus intensive*

Pas plus qu'en montagne , les cultures n'apparaissent aujourd'hui destinées de façon importante à la vente. Mais la référence au marché est présente chez tous les producteurs puisque la vente de produits, notamment vin et huile, était auparavant généralisée. Pour une part, la diminution de la production à l'intérieur d'une famille, apparaît liée au passage à la retraite des parents et à la diminution de la capacité de travail. Par ailleurs, il y a aussi moins de personnes à nourrir du fait du départ des enfants.

La coexistence de cultures annuelles et pérennes caractérise l'utilisation des parcelles. Les oliviers sont ainsi traditionnellement cultivés en association avec le maïs et les cultures maraîchères. Aujourd'hui, ces pratiques ne permettent pas la pulvérisation des oliviers victimes d'une maladie (*voir partie préoccupations*) .

La culture de vignes est aujourd'hui soumise à une autorisation du Ministère : « il y a quatre ans, le Ministère de l'agriculture a fait une réunion avec la coopérative pour interdire de planter les vignes dans tous les terrains. Pour le faire, il fallait une demande officielle. Il y a des gens qui ont fait ça et ils ont reçu une carte du Ministère. Ceux qui ont la carte peuvent dénoncer ceux qui font du vin sans la carte » CA1

Les cultures sont irrigués et l'utilisation d'intrants semble plus importante que dans la montagne mais est perçue comme une charge lourde au regard de la faible rentabilité de l'activité agricole. « On fait des dépenses, mais il n'y a pas de résultats. Il faut payer le tracteur, le fumier, les engrais, beaucoup de dépenses ! Et le désherbage, c'est à la mode. Ça c'est trop cher. Mais quand les choses ne produisent pas… » VP3.

L'abandon progressif de certaines parcelles a pour conséquence un moindre entretien et des dysfonctionnements du réseau d'irrigation autrefois très bien entretenu.

La production du maïs se maintient bien du fait de son utilisation pour le pain. « Le maïs est produit pour le pain et on en fait encore puisqu'il y a des gens qui aiment ce pain» FS1

* * * * * * * * *

Au vu de ces éléments sur l'évolution de l'agriculture, on peut penser qu'on est actuellement à un tournant dans la manière dont les gens voient les activités agricoles. D'une vision centrée sur l'idée de déclin irrémédiable de l'agriculture (en lien avec un exode très important et la recherche d'une vie matérielle et d'un statut social meilleurs) , on semble aller, de manière certes contrastée, vers une certaine revalorisation des valeurs associées aux formes traditionnelles du travail agricole, cette vision étant davantage portée par les plus jeunes, et plus fortement en Montagne qu'en vallée.

En même temps cette revalorisation symbolique n'est pas associée à une revalorisation sur le plan économique : les activités agricoles restent considérées comme ne permettant pas d'assurer un revenu suffisant. Le rôle de lien social (maintien de réseaux familiaux élargis) que jouent pratiquement les modes de valorisation des produits agricoles et d'élevage reste en revanche important. C'est un élément qui nous semble devoir être pris en compte dans les politiques qui visent le développement de cette valorisation des produits dits « locaux ».

6.

Les préoccupations des producteurs

Au sujet de leurs activités agricoles et de leur vie quotidienne, les personnes que nous avons rencontrées dans les villages ont exprimé des préoccupations. Certaines de ces préoccupations sont communes aux deux zones étudiées, d'autres sont spécifiques à la montagne ou à la vallée.

A partir de ce qui a été exprimé sous forme de constats et d'explications sur « ce qui ne va pas », ce qui pose problème, ce qu'il faudrait améliorer (dont nous rendons compte sans référence aux personnes), nous avons formulé des questions.

Ces questions constituent des pistes de travail sur lesquelles les producteurs pourraient engager, avec l'aide des organismes de développement qui interviennent sur le secteur, une recherche de solutions.

Elles leur ont été restituées et ont fait l'objet d'une discussion au cours d'une réunion qui s'est tenue à Ribeira Cimeira le 18 Juin 2003 . Au cours de cette réunion, les personnes présentes ont pu apporter des éléments complémentaires, pour préciser, ajuster ou valider ces préoccupations.

Les questions formulées à la fin de chaque préoccupation (ci-après) sont celles qui ont été retenues à la suite de cette réunion.

6.1 Des préoccupations communes aux deux zones : montagne et vallée

✓ ***Les dégâts des sangliers sur les cultures***

Sur les deux zones, plus de la moitié des personnes rencontrées ont parlé des sangliers qui détruisent les cultures. Il semble que le problème soit plus fortement ressenti dans la vallée, notamment sur les cultures de maïs. « Beaucoup de gens font du maïs, mais les sangliers détruisent tout »

> « Les sangliers mettent tout à terre, c'est décourageant. Ici on en parle, on ne fait rien et on ne peut rien. Moi je ne suis pas une personne instruite et les autorités disent qu'ils paient des indemnités pour leurs dégâts » (vallée)

Face à ce problème, nous avons vu que les producteurs clôturent les parcelles, mais cela augmente les coûts. Il semble que pour l'instant aucune solution collective n'ait été trouvée. Les producteurs ont le sentiment que ce problème n'est pas véritablement pris en compte par les autorités.

> « Pas de production, quoi que l'on fasse, j'ai mis des clôtures autour des cultures, les jardins, les pommes de terre, les céréales et j'ai mis les animaux dehors. » (montagne)
> « L'an dernier les cochons sauvages ont tout mangé. Pendant une semaine, six personnes sans dormir… ils ont tout mangé, 6 à 7 cochons. On a mis des clôtures mais les sangliers sautent. C'est pas possible de les tuer, il y a des amendes et si on ne paye pas, c'est la prison. »

➔ Comment protéger efficacement nos cultures contre les dégâts causés par les sangliers et être aidés pour trouver des solutions ?

✓ ***La pénibilité du travail agricole et la difficulté de mécanisation .***

Malgré la mécanisation de certains travaux tels que les labours avec le tracteur, le travail que nécessite la culture ou l'élevage reste considéré comme pénible.

> « Pour le désherbage, c'est manuel, cela demande beaucoup de travail. »
>
> « …c'est un travail dur d'amener les chèvres à la forêt. »
>
> « Moi maintenant j'ai 66 ans je n'ai plus la force de travailler. Je voulais même terminer avec la production des chèvres. »

Par ailleurs, certaines terres sont en forte pente ou trop petites pour rentrer avec un tracteur.

> « Les tracteurs ne peuvent pas travailler dans ces parcelles et travailler à la main c'est difficile. C'est pour ça que les gens ne veulent pas s'installer en agriculture, les jeunes préfèrent aller là où il y a de meilleures conditions de vie, c'est la même chose dans tous les pays »
>
> « Il n'y a pas d'accès pour les agriculteurs. On fait le travail à la main. »

Dans la vallée, c'est la petite taille des parcelles qui peut rendre difficile la mécanisation (pour 2 personnes sur 6)

> « Ici c'est des petites parcelles. Il n'y a pas un regroupement. Il y a l'eau à volonté. Mais quand on dit qu'il faut faire un regroupement (remembrement), on nous traite de communiste. »
>
> « J'ai presque tout mécanisé grâce au tracteur, mais parfois j'ai des soucis dans les petites parcelles. »

➔ Comment s'organiser pour démarrer une réflexion sur le remembrement ?

➔ Comment s'organiser pour rendre certains travaux moins pénibles ?

➔ Comment faciliter la mécanisation sur les petites parcelles ?

Ces pistes de solutions nous semblent renvoyer ici à plusieurs facteurs :

- les accès aux parcelles
- l'adaptation des outils motorisés à l'agriculture de montagne
- la possibilité d'achat en commun de matériel (déjà en fonction dans un village)
- l'organisation du travail

✓ ***L'embroussaillement des terres***

Dans les deux zones, la sous utilisation de certaines terres conduit à l'embroussaillement, qui constitue alors un frein au pâturage ou à la culture.

<u>En vallée</u>, le problème exprimé est celui du manque de moyens mécaniques et de main d'œuvre pour le débroussaillage.

> « On a besoin de machines pour faire le débroussaillage, je sais que la coopérative a une faucheuse. »

<u>En montagne</u>, il semble que le pâturage en sous bois soit aujourd'hui encouragé , mais sans que les conditions concrètes de gestion de l'espace et d'organisation du travail que cela nécessite ne fassent véritablement l'objet d'une réflexion et d'un appui.

> « Maintenant on demande d'amener les chèvres à la forêt, les chèvres mangent les broussailles c'est utile. Mettre les chèvres dans la forêt c'est nettoyer les broussailles.

Il y a beaucoup de pâturages autour du village, on a peu de chèvres, c'est un travail dur. »

« On fait des brûlis contrôlés, on décide des brûlis, puis la mairie, les forestiers et les pompiers contrôlent. La mairie aide pour les coupes feux. Les services de la forêt assurent l'égalité entre les capriniculteurs et les apiculteurs. Les services de la forêt plus leurs stagiaires ont formé des personnes sur les brûlis. »

- ➔ Comment s'organiser pour faciliter l'utilisation de la forêt pour les chèvres ?
- ➔ Comment faire pour limiter l'embroussaillement des forêts et des pâturages et garder un environnement agréable autour des villages ?
- ➔ Comment s'équiper pour le débroussaillage sans que cela coûte trop cher ?

6.2 Des préoccupations spécifiques à la zone de montagne

✓ ***L'isolement, les villages qui se vident***

Toutes les personnes rencontrées dans la montagne ont exprimé leur préoccupation vis à vis des villages qui se vident. Certains ressentent la solitude plus que d'autres, suivant que les enfants sont présents dans la région (à Góis, Arganil) ou non, qu'ils reviennent plus ou moins souvent. Mais tous s'interrogent sur l'avenir de leur village. « Il y a de moins en moins de personnes au village, de plus en plus de vieux et moins de jeunes… »

« Ici, il y a beaucoup d'isolement, il n'y a pas de transport public, c'est difficile de vivre, d'habiter ici. Beaucoup de gens ont émigré en France et au retour se sont installés à Lousã et Góis. C'est un village triste, il n'y a pas d'hommes pour faire partie de la commission d'amélioration, c'est moi la présidente de cette commission… Ici il n'y a pas d'emplois, mon fils de 26 ans travaille a Góis, il avait un petit salaire, il a pris un crédit pour acheter une maison après il est parti à Lousã. Le salaire est toujours petit, comment va-t-il faire pour rembourser le crédit. »

« Il n'y a pas beaucoup de gens ici. Avant on était nombreux, toutes les maisons étaient occupées, maintenant elles sont vides… les écoles sont fermées, il n'y a pas d'enfants. Depuis vingt ans il n'y a eu que deux naissances dans le village. Il n'y a plus de jeunes, il y a que des vieux comme moi. Tous les vieux qui sont ici, leurs vies c'était à Lisbonne. »

« S'il n'y pas d'enfants, pas de vie, pas d'avenir le village va mourir. Mon cousin a l'espoir de voir le village comme avant. Mon fils à Lisbonne dit de vendre la terre mais de conserver la maison, on ne connaît pas demain. Je vis beaucoup seule… c'est une grande solitude. Ma plus grande préoccupation c'est le village abandonné quand on aura fini, personne ne viendra après nous. Peut être d'autres peuvent venir demain…Comment sera le village dans cent ans. La mairie discute de la désertification, mais s'il y avait de meilleures conditions et de l'emploi les gens seraient restés. »

- ➔ Comment faire pour réduire la solitude des gens dans les villages de la montagne ? Comment rendre le village plus vivant ?
- ➔ Comment faire pour créer et développer des activités qui permettent de s'installer et vivre dans les villages ?

✓ ***La difficulté pour se déplacer ou avoir accès aux services***

Les difficultés d'accès aux transports publics rendent compliquées les conditions de vie dans les villages, notamment lorsqu'il s'agit de faire appel à un médecin ou aux services de santé.

« Pas de transport pour aller voir le médecin, c'est très loin. Si on appelle le médecin pour qu'il passe à la maison, il nous donne un rendez-vous dans une semaine ou un mois, est-ce que la maladie peut attendre ? »

« Ici, il y a beaucoup d'isolement, il n'y a pas de transport public… Quand une personne est malade, le médecin ne vient pas même quand on l'appelle. Une fois j'ai aidé à transporter quelqu'un jusqu'à Coimbra. »

« Il devrait y avoir une subvention spéciale pour le simple fait d'habiter ici. Moi j'habite à Pomerais, pour avoir du sucre, je dois aller à Góis, tous les services sont à Góis…Quelqu'un qui vit dans ces villages, à la fin du mois il a dépensé plus que celui qui vit à Góis ! »

« La difficulté ici c'est surtout l'assistance médicale. Si on appelle le médecin il ne vient pas. Il faut appeler un taxi. Je ne vois pas d'autres grandes difficultés, c'est seulement ça. Cela s'explique parce qu'il n'y a pas beaucoup de gens ici.»

« Souvent je dois aller chez le médecin, c'est mon fils qui m'amène »

➔ Comment nous faire entendre par la mairie pour avoir accès aux services publics: transports, santé ?

➔ Comment s'organiser entre nous pour les transports ?

✓ ***Les difficultés de commercialisation du miel***

Quelques personnes ont évoqué le fait qu'il y aurait possibilité de vendre davantage de miel.

« Je vends du miel à des personnes qui cherchent. Cette année j'ai eu des difficultés pour vendre mon miel car je pense que dans les villes, dans le marché on vend du miel, si je fais partie d'une association, j'aurais pas ce problème. »

« On a pensé faire une zone de production de miel à Góis mais ça appartient aussi à Lousã, on n'a pas fait ça. »

➔ Comment faire pour mieux écouler la production de miel ?

6.3 Des préoccupations spécifiques à la vallée

✓ ***Des maladies et des ravageurs sur le maïs (2 sur 6)***

Les producteurs de maïs enregistrent des pertes sur la semence achetée, à la levée et avant la récolte. « Nous achetons la semence sélectionnée, ici à la coopérative. La moitié ne lève pas. Et maintenant la moitié de ce qui a levé est attaquée par une bestiole. On jette un désinfectant, on dirait du sable, que l'on mélange avec de l'engrais. On fait la dépense et ensuite tout disparaît…Ce produit, c'est pour l'alfinete (nématodes). Mais c'est une chenille qui ensuite attaque le maïs. »

➔ Comment faire pour limiter les pertes sur le maïs ?

✓ ***Les olives tombent par terre et pourrissent, il n'y pas de récolte***

Tous les producteurs de la vallée (6 sur 6) ont évoqué une nouvelle maladie sur les olives.

« Les fruits pourrissent et tombent par terre. Il n'y a pas moyen de tirer de l'huile. Ils ont des belles fleurs, après elles deviennent noires et tombent ».

« On a des oliviers, mais on ne fait pas d'huile, à cause de la maladie. Les fleurs sont belles, ensuite il y a cette bestiole… après les olives deviennent noires et tombent»

De leur point de vue, il n'y a pas de traitement satisfaisant.

« Il y avait une société qui vendait un produit. Personne ne l'utilise car il détruit tout ce qui se trouve sous l'arbre. »

« (Un traitement)…non, on n'a pas essayé la pulvérisation. Une année c'est bien et l'autre non, il doit y avoir un problème de maladie. »

« Il n'est pas possible de traiter avec le tracteur parce qu'on écrase les cultures qui sont sous les arbres. Nous, on se pose la question : ce problème vient-il des barrages sur la rivière ou des plantations d'eucalyptus ? Les oliviers doivent être traités mais pour moi ce n'est pas possible. J'ai un pulvérisateur à moteur, mais c'est difficile de traiter car il faut passer sur les cultures, c'est impossible. »

➔ Comment faire pour trouver un traitement efficace pour la mouche de l'olivier et qui permette de continuer à cultiver sous les arbres ?

✓ ***On ne peut pas faire d'huile d'olive car les moulins sont fermés sur la commune.*** *(2 sur 6)*

« J'ai des oliviers mais depuis 3 ans on ne peut pas faire d'huile, tous les moulins sont fermés ... et le moulin se trouve au Conseil de Lousã ».

« Il y avait deux moulins à olives. Le gouvernement a décidé de les fermer puisqu'ils déversaient directement dans la rivière. Et ça tue les poissons. La coopérative a racheté un moulin, mais pas d'argent pour le faire marcher. Maintenant pour faire de l'huile d'olive, il faut aller à Góis, même là aussi c'est fermé ».

➔ Comment faire pour que le moulin acheté par la coopérative fonctionne ?

✓ ***Le prix du bois baisse***

La forêt constitue une des sources de revenu des producteurs. Certains d'entre eux ont exprimé leurs inquiétudes :

« Le prix du bois n'est pas assez élevé à cause des importations d'eucalyptus moins chers venant de l'étranger. Il faut discuter avec les entreprises qui achètent. »

➔ Comment s'organiser pour vendre le bois à un meilleur prix ?

✓ ***Des coûts de production trop élevés***

De multiples dépenses sont engagées pour réaliser les cultures. Cela cause une augmentation des coûts de production. « On fait la dépense, mais il n'y a pas de résultats » « Il faut payer le tracteur, le fumier, les engrais, beaucoup de dépenses ! Et le désherbage, c'est à la mode ancienne. Ce matin même, on a travaillé jusqu'à une heure de l'après-midi. Tout ça, ça fait très cher... Mais quand les choses produisent… ».

➔ Comment faire pour baisser les coûts de production des cultures ?

✓ ***Des parcelles inondées***

Des personnes se sont plaintes de dégâts dans leurs jardins suite à des travaux publics, créant des inondations.

> « On ne peut faire que quelques courges sur les parcelles inondées. Sinon c'est foutu. C'est le canal qui coule peut être sur ces parcelles. C'est la Junta qui devrait résoudre ça. Cela fait trois ans que ça s'est aggravé. Si ça continue, tous les terrains seront foutus. »

➔ Comment rendre nos parcelles inondées de nouveau cultivables ?

* * * * * *

7.

Des orientations de développement et des« projets » qui font l'objet de débats

7.1 Orientations de développement et « projets » : le point de vue de techniciens des organismes et d'élus

Nos entretiens avec des personnalités politiques (élus du Conselho de Góis), ainsi qu'avec des agents d'organisations professionnelles (Coopérative Vila Nova de Ceira, Association de Apiculteurs de Góis, Association Forestière de Góis) et d'institutions de développement[8] qui interviennent sur la région (ADIBER, zone agraire et IDARC), ont permis de comprendre leurs visions de l'avenir de la région et des enjeux de développement. Ont ainsi été exprimés des priorités d'actions à développer, des projets à mettre en œuvre au regard de cette vision des choses.

Les points de vue de ces personnes ne sont pas tous identiques, mais nous avons relevé des priorités communes et des projets dont tous nous ont parlé. Parmi ces priorités, nous avons noté l'accent mis sur les potentialités touristiques de la région comme alternative possible à la désertification. Dans cette perspective, les projets évoqués sont notamment : la valorisation et le développement des produits locaux, la rénovation du patrimoine bâti (maisons en schistes),

- ✓ ***La valorisation des produits locaux : miel et produits de l'élevage caprin.***

> « Il y a ici une série de produits régionaux qui n'ont pas de dénomination de produits d'origine ou d'autre type de protection, mais ce sont des produits qui ont de plus en plus de vente : liqueurs diverses, miel , fromage de chèvres et cabris » (Vice maire de Góis).
>
> « Le cabri peut être bien valorisé ici. Le miel aussi. C'est ça l'avenir de l'agriculture ici. On peut aussi faire l'élevage de porcs ibériques pour les saucisses. C'est une tradition à Góis. C'est une potentialité. Il y avait beaucoup de chênes lièges à Góis, les cochons venaient pâturer l'été dessous. On peut faire reprendre cette pratique, emmener les cochons en dessous des chênes lièges. Le ministère veut reprendre les transhumances de cochons dans une perspective de forêt durable. Ici **l'agriculture est complémentaire de la forêt** » (Zone agraire).

Plus concrètement les projets mis en avant portent sur la certification des produits. Le « processus » de certification du fromage et du cabri est en cours, explique ADIBER. Cela nécessite de nombreux dossiers et démarches administratives auprès des producteurs comme avec les organismes nationaux et Européens. Cet organisme met en place par ailleurs, en partenariat avec la zone agraire, un travail de formation et d'organisation des producteurs à l'échelle régionale.

---

[8] Rappelons qu'au total nous avons rencontré 8 personnes, soit au cours d'entretiens , soit au cours de la réunion du 4 Juin 2003.

« Dans le cadre de la PAC, ce processus de certification implique des organisations structurées de producteurs. Nous avons créé CAPRIBEIRA qui est un groupement de producteurs : 60 adhérents (sur environ 500 producteurs avec plus de 5 chèvres) qui sont surtout localisés dans 4 Conseils sur les 9 où nous avons travaillé . ADIBER aura pour mission le contrôle de la certification. «En effet les produits devront obéir à des normes et le rôle d'ADIBER sera d'assurer le contrôle et la fiscalisation de la typicité des produits. Dans le cadre de ce projet, nous avons travaillé sur des exploitations qui ont plus de 5 chèvres adultes » (technicien ADIBER).

ADIBER reconnaît que, compte tenu de ce critère du nombre de chèvres, ce ne sont pas tous les producteurs qui sont concernés.

Un autre projet porte sur la collecte du lait de chèvres et **l'implantation d'une fromagerie collective,** dans l'objectif de faciliter l'écoulement de la production et d'augmenter la production, qui « dans les conditions actuelles n'est pas suffisante ».

« Ça fait des années que ADIBER est en train de mettre en place des projets de fromagerie collective. Ça serait bien car cela garantirait l'écoulement du lait et la production des caprins augmenterait et de nouvelles personnes (surtout des jeunes) vont s'installer. S'il n y a pas cet appui incitatif, si l'écoulement de leur production n'est pas garanti, les jeunes ne vont pas s'investir dans la production caprine ».

Paradoxalement, ADIBER précise qu'actuellement les gens qui vendent leur production de lait ou de fromage n'ont pas de problèmes ; « le prix est raisonnable si je compare à d'autres régions » (technicien ADIBER) .

Pour ADIBER, « l'idée serait que CAPRIBEIRA soit propriétaire et gestionnaire de cette fromagerie collective ». Pour l'instant ce projet apparaît relativement éloigné de la réalité, même si « le but c'est de collecter le lait de tout le monde. Oui, le projet intéresse tout le monde, mais je crois que c'est un rêve parce que ça fait longtemps qu'on pense à ça. A cause des subventions qui n'arrivent pas et pour diverses autres raisons que j'ignore, ce projet n'est pas encore entamé ». (Agent mairie de Góis) .

✓ *La rénovation du patrimoine bâti : restaurer les maisons en schistes*

Le secteur de Góis est considéré comme « une région qui n'est pas encore abîmée ». C'est principalement la mairie qui défend le projet de restauration des maisons en schistes , considérant « qu'il faut faire venir des gens pour maintenir le patrimoine » (Mairie Góis).

«Les maisons en schistes, les routes panoramiques… des travaux de réhabilitation des structures de certaines maisons en schistes (dans un village à côté de Pena) ; je crois que c'est une bonne chose, parce qu'en été il y a beaucoup de touristes mais pas en hiver. Le défi de la mairie c'est de favoriser un tourisme de bonne qualité . Ce qui nous intéresse ce n'est pas d'avoir beaucoup de gens mais avoir des gens intéressés à l'environnement naturel (écotourisme). Car beaucoup de gens détruisent le milieu ambiant. (Agent Mairie de Góis).

Des mesures d'aide financière sont mises en place. La mairie paie ce qui permet de restaurer les murs, le toit, les fenêtres et les portes, autrement dit, tout ce qui est à l'extérieur de la maison. Le propriétaire doit finir l'intérieur. Au moins 25 % des dépenses sont à sa charge et il doit alors respecter un cahier des charges relativement strict. Les villages de trois conseils sont concernés : Lousã, Gòis, Castanheira de Pera

✓ ***La mise en place d'une route panoramique.***

Ce projet est envisagé comme support d'une animation pour mettre en valeur le patrimoine bâti, les produits locaux, etc. Il s'agirait « d'une route qui parcoure la cime des montagnes et disposerait à certains points de petits observatoires pour observer la nature, le paysage, des ruines , etc. pour inciter les personnes à parcourir la région en leur indiquant ce qu'il y a à voir, où elles peuvent se reposer, manger… » (Vice Maire Góis).

✓ ***L'aménagement des parties boisées***

Une autre priorité mise en avant est « l'effort à faire dans l'aménagement des parties boisées ». Le constat fait par les autorités est que : « avant, les villages étaient peuplés avec des terres entretenues autour des maisons. De ce fait il y avait un entretien du paysage et une lutte contre les incendies qui était conduite par les gens eux mêmes. Les incendies n'avaient pas les proportions qu'ils ont aujourd'hui. (Vice maire de Góis).

Aujourd'hui la forêt est considérée comme un « technosystème très sensible qu'il faut protéger ». Nous n'avons pas approfondi ce volet. Les représentants de la ZA nous ont cependant expliqué leur objectif : « la lutte contre les incendies avec la mise en place d'une « gestion durable » par unités de forêts correspondant à des « bassins ». Des zonages ont ainsi été réalisés. Toujours dans cette perspective, une formation de techniciens forestiers a été démarrée. Il s'agit notamment de développer le « brûlage contrôlé » et la défense contre les incendies. Cette formation s'adresse aussi aux gens des villages.

> « Ce sont les gens dans les villages qui demandent cette formation. Ils disent : on veut brûler cette broussaille car elle est vieille... Cela se fait cycliquement. Il faut qu'ils brûlent le minimum et le maximum à la fois. La charge animale doit être adaptée. Il ne faut pas qu'il y en ait en plus ou en moins. On doit l'adapter à la taille des animaux. Tout le monde participe : le propriétaire, les bergers, les élus, les techniciens du ministère » (Technicien de la zone agraire).

Cette question de gestion de l'espace et de prévention des incendies apparaît relativement complexe et devrait sans doute faire l'objet d'une étude spécifique pour mieux comprendre les pratiques et conceptions (dans leur diversité) qui y sont associées.

* * * * * * *

En parlant de ces différents « projets », les techniciens et responsables politiques soulignent plusieurs handicaps pour que les choses se concrétisent: le fait « qu'il y ait de moins en moins de monde dans les villages » et que ce sont des personnes âgées. « Ce sont des petits agriculteurs et ils ne veulent pas changer » . Dans le domaine de la gestion des forêts, « l'exploitation agricole moyenne fait 3000 hectares, comme ils ont toute la forêt….Ce qui ne marche pas c'est que la plupart des agriculteurs sont des petits agriculteurs, et leur nombre se réduit de plus en plus ». (Technicien Zone agraire).

Autrement dit, la population telle qu'elle est, ne correspondrait pas au mieux aux critères associés, du point de vue des organismes de développement, à la mise en œuvre de ces actions. En même temps, tous s'accordent à dire que l'enjeu c'est bien de maintenir une population suffisante dans les villages, autant dans une perspective touristique que de préservation de l'environnement. « Le défi de la mairie est de favoriser un tourisme de bonne

qualité : peu de gens mais dans le respect de l'environnement. Car beaucoup de gens détruisent le milieu ». Et ce que souhaitent les touristes (du moins ce type de touristes), c'est de trouver des villages vivants ».

Pour avoir des villages vivants, nous dit le vice maire de Góis, **« l'agriculture est incontournable »** . « Ce qu'on veut c'est donner le meilleur appui possible aux producteurs en place, à ces gens pour maintenir ces petites exploitations… Car pour nous le vrai problème c'est l'exode: beaucoup de villages sont en train d'être transformés avec des habitants seulement en été. Notre objectif est de donner les moyens à ces producteurs pour avoir 3 à 4 chèvres et faire les petits jardins pour maintenir le village ; c'est pas d'augmenter la production. Bien sûr, il existe 2 à 3 gros éleveurs mais eux ils savent ceux qu'ils veulent, on n'a pas de difficultés avec eux ».

Voyons ce qu'il en est du côté des producteurs et habitants des villages concernés.

7.2 Comment les producteurs et habitants des villages voient ces projets: le débat

✓ ***A propos de la valorisation des produits locaux*** *(voir annexe 2)*

En zone de montagne

La question de la commercialisation des produits locaux pour les touristes a été abordée par toutes les personnes rencontrées, et pour la moitié d'entre elles sans que nous leur ayons demandé leur avis sur les orientations portées par les organismes de développement. Cela signifierait donc qu'il y a bien débat sur cette question.

Parmi les personnes de la montagne, rappelons tout d'abord *(cf. première partie)* que 6 d'entre elles, soit la moitié, vendent actuellement des produits. Ces produits sont : le miel, des liqueurs, du fromage, des cabris, du pain, et dans une moindre mesure quelques légumes (pomme de terre, choux) et des châtaignes.

Ces produits sont vendus principalement à des personnes proches géographiquement (voisins) ou de par les liens de parenté avec ceux qui vendent (les enfants et parents vivant en ville, à Lisbonne notamment). Le lieu de vente est alors souvent la maison du producteur.

Seulement deux ou trois personnes vendent à des touristes ou à des personnes résidant dans la région sans lien de parenté, en plus de ce qui est autoconsommé ou vendu dans le réseau de personnes proches. Dans ce cas, il peut y avoir des points de vente hors du lieu de production : un restaurant , un magasin à Góis.

Trois personnes nous ont dit ne pas avoir d'opinion sur la question. Il s'agit d'un pluriactif et de deux personnes âgées (PE2, VT2 et RC1) qui produisent uniquement pour la famille et ne vendent rien.

> « Produits touristiques? Je ne pense rien, qu'est-ce que je dois penser ? Je ne comprends pas, je ne vends rien, ce que j'ai, c'est pour manger. Les petites pommes de terre sont dans une petite cave, c'est pour moi. Je n'ai jamais rien vendu, car j'avais beaucoup de monde à nourrir, ça a toujours été comme ça. » (VT2)

Une opinion relativement favorable, mais « on ne se sent pas concernés ».

Pour les autres producteurs, 9 sur 12 considèrent qu'il y bien une certaine demande et que « si on a pour vendre », on n'a pas de mal à le faire, notamment en ce qui concerne le fromage, le miel et les cabris. Ils font le constat que l'été il y a « un peu » de monde: des gens originaires du village qui viennent pour les vacances, et même des touristes qui commencent à venir de l'étranger chercher l'air pur , un milieu préservé. Certains « viennent chercher les fromages là depuis des années, il y en a qui commandent d'une année sur l'autre » (AN). Seule une personne considère qu'il y a des difficultés de vente, mais il s'agit du maïs et de la pomme de terre, produits de consommation courante.

> « Il y a des gens qui ont beaucoup de produits , mais pas d'acheteurs . Ceux qui vivent de ça, ils n'arrivent pas à écouler ; souvent il y a des problèmes pour vendre le maïs, la pomme de terre, et ils vendent à bas prix .C'est un problème » (VT1, pluriactif).

Face à cette demande, si on peut développer la vente, c'est une bonne chose, c'est de l'argent qui rentre (PE2). Cela pourrait contribuer à empêcher le village de mourir. A Aigra Nova, l'aménagement d'un local de vente est en cours, ainsi qu'un abri sous lequel les gens se réunissent » (*lieu de l'entretien*). (AN).

> « Et avec ça, les gens viennent, ils font la fête, ils utilisent la grillade. Ils ont fait ça pour ne pas laisser mourir le village ». « Si on a pour vendre aux touristes, on vend. Il y a des gens qui viennent déjeuner ici en haut, ça c'est bien. Ils demandent le miel, ils passent dans le petit magasin. On vend de l'aguardente (eau de vie) et du miel, les gens goûtent et on vend. C'est une bonne idée d'avoir des choses pour vendre. Ils goûtent des pains de maïs qu'on fait au four à bois. Le pain de maïs c'est pour nous, parfois on amène quelques pains de maïs pour la boutique…» (AN)

M. RC2 vend du miel mais « cela ne dépasse pas 20kg » et « 5 cabris par an à des commerçants ». Il considère que le cabri est plus intéressant que le miel. « Cinq cabris valent plus que 20 kg de miel.»

Mais pour la majorité des producteurs, soit 6 sur 9, vendre pour les touristes ou simplement développer la vente ne les concerne pas : augmenter la production ou faire des investissements coûteux n'est pas leur objectif. «On n'a pas les conditions, ce qu'on fait c'est seulement pour la consommation » VT1 (pluriactif). Ils se considèrent trop âgés, n'ont pas assez de terres ou ont une autre activité qui ne leur laisse pas assez de temps. La vente, c'est pour ceux qui ont beaucoup de chèvres et vivent de l'agriculture .

> « Ici on ne produit pas pour les touristes. Si je dois produire pour les touristes, il faut cultiver les fazendas. Je produis pour ma famille. J'ai jamais parlé avec quelqu'un dans le village sur la production pour le tourisme ».PE2

> « Je sais qu'il y a beaucoup de touristes qui viennent ici…. Si on produisait pour vendre ce serait bon. Mais nous on n'a rien, je pense que ce serait bon pour des gens qui peuvent produire parce qu'ils pourront vendre et assurer leur propre survie (avoir leur propre autonomie). C'est aussi bon pour les gens qui achètent parce qu'ils trouveront de quoi satisfaire leurs besoins. On a cette possibilité mais on ne peut pas vendre parce que ce qu'on produit n'est pas suffisant même pour nous… Augmenter la production n'est pas notre objectif. Si on peut produire pour manger, c'est bien. Pour le village je ne sais pas, il n'y a pas beaucoup de gens, la majorité des gens sont vieux. Le nécessaire c'est de maintenir ce qui existe ». CE2

« Pour le touriste, c'est bon si on fait l'agriculture biologique. C'est une valorisation des produits locaux et on peut produire le haricot, des choux, sans engrais. On peut faire de la châtaigne comme produit touristique. Je suis un ouvrier, je travaille dans une usine, je ne peux pas faire ça. Je donne seulement mon opinion » PE3

« Ici il n'y a pas de production locale pour les touristes. La zone est isolée, il y a beaucoup de gens qui demandent du fromage mais on l'a pas » PE1.

Des modes de production pourtant bien adaptés à ce que recherchent les touristes

Quelques personnes, pour l'instant minoritaires, sont convaincues de la nécessité de développer la production pour les touristes ou pour des « gens qui viennent petit à petit pour habiter la campagne » (RC1). Et pour ces gens, « on est obligé de mieux produire ».
M. AV1 considère que les modes de production, restés naturels, constituent un atout, permettant d'obtenir une qualité de produits qui correspond à ce que cherchent les touristes, mais il n'y a pas assez de produits . Il invoque avant tout l'absence d'organisation et de marketing comme frein au développement de cette vente .

« On a la possibilité de vendre des produits biologiques pour l'extérieur, ça ne marche pas encore, il manque du marketing… On a des surfaces pour cultiver le double mais comme j'ai dit , il faut du marketing pour avoir la certitude de vendre »… « Le marché l'accepte très bien mais au niveau de la capriniculture il n'y pas assez de produits, tout ce qui est dans le marché est acheté, c'est insuffisant… On a beaucoup de clients on préserve la qualité, pas la quantité. » (AV1).

En ce qui concerne la valorisation des produits caprins, il semblerait donc qu'il y ait deux conceptions relativement différentes, l'une portée par ceux qui produisent « beaucoup » dans une perspective commerciale - mais ils constituent une faible minorité -, et pour lesquels les problèmes à résoudre ont trait à la promotion des produits et à l'organisation d'une filière. Pour les autres, qui ont bien connaissance du premier point de vue, la question des conditions de vente ne se pose pas ; les conditions de production ne permettent pas de produire davantage, ce qui de surcroît n'est pas nécessairement leur objectif.

Pour le miel en revanche, certains petits producteurs se réfèrent aux conditions de vente qui pourraient être améliorées.

« Comme je mets une tablette pour le miel, je vends du miel. Je vends du miel à des personnes qui cherchent. Cette année j'ai eu des difficultés à vendre mon miel car je pense que dans les villes, dans les marchés, on vend du miel ; si je faisais partie d'une association j'aurais pas ce problème ». PE1

« On a pensé faire une zone de production de miel à Góis, mais comme ça appartient aussi à Lousã, on n'a pas fait ça. On a eu une réunion à la Mairie pour discuter. J'y suis allé, on a parlé, on a fait une commission, mais il faut que les gens se rendent disponibles . Or les uns, pas de nécessité, les autres pas de temps » VT1.

On peut donc penser qu'il y a une réflexion à mener sur la valorisation du miel, même si les problèmes de promotion des produits, de mise en place de points de vente ne résoudront pas tout. L'amélioration des conditions de commercialisation apparaît conditionnée à la possibilité de résoudre ceux ayant trait à la production : traitement des maladies sur les abeilles, possibilité de trouver de la main d'œuvre qualifiée pour un travail demandant des compétences « particulières ».

« J'ai dix ruches, mais pour faire ce travail je dois payer quelqu'un car je ne supporte plus les piqûres des abeilles… La difficulté c'est de trouver des gens qui aiment faire ce type de travail car c'est difficile ». (PE1)

➔ Comment s'organiser (pour ceux qui souhaitent augmenter leur production) pour mieux vendre les produits ?

➔ Comment développer l'offre de produits caprins: fromage, cabris en prenant en compte les conditions de production actuelles et la place de ces produits dans l'économie familiale ?

En zone de vallée : les olives

Les producteurs de la vallée vendent très peu de produits ou n'en vendent plus. Deux personnes nous disent avoir arrêté de vendre du maïs et de la pomme de terre. Plusieurs autres, qui ont vendu du vin ou des olives en quantité relativement importante, ont diminué la production qui n'est plus destinée alors qu'à la famille. Pour les olives, les moulins ayant fermé , il n'y a plus d'huile.

Il semble que dans le passé la vente de produits : olives mais aussi vin et légumes ait donc été plus importante. Certains producteurs continuent de vendre mais évoquent la concurrence d'autres produits ou des conditions administratives compliquées. « Parfois il y a des gens qui viennent nous vendre au supermarché du haricot. Maintenant , il y a la fiscalité. Il faut des factures pour justifier la vente et les producteurs n'ont pas de factures ». (MV2)

Pour les producteurs, il s'agirait de passer d'une logique de distribution que l'on peut qualifier de « familiale » - produits vendus à un réseau de connaissances -, à une logique commerciale, mais les conditions de production là encore ne correspondent pas à une telle logique.

A propos de la maladie sur les olives ***(voir annexe 3)***

Nous avons vu que les producteurs d'olives se plaignent tous d'une maladie qui fait pourrir et tomber les olives. Les techniciens parlent de l'attaque d'une mouche qui ronge les pédoncules et proposent un traitement . Mais ce traitement n'est pas appliqué car il ne convient pas aux producteurs (*Cf. partie préoccupations*).

De son coté le technicien de la coopérative pense que le traitement n'est pas appliqué à cause de la hauteur des oliviers qui ne sont plus taillés. « La production des olives n'est pas bonne, parce que les personnes ne traitent pas convenablement les oliviers contre la mouche... Un problème c'est que les oliviers sont très grands, les personnes n'effectuent pas la taille et il y a une grande difficulté pour faire les traitements. Quand on parle du traitement il disent : Comment je peux arriver à traiter là haut avec des arbres aussi grands ? Ou ils traitent et ils abandonnent trop vite le traitement ou bien ils dépassent la dose ce qui crée des résistances ».

Une formation sur la culture traditionnelle de l'olive est envisagée qui prendrait en compte la restauration de l'oliveraie à travers la plantation, le contrôle des parasites, la taille …. Mais le contenu d'une formation ne devrait-il pas prendre en compte l'association cultures - oliviers pour permettre de répondre aux préoccupations des producteurs ?

➔ Comment alors trouver une solution contre la maladie des olives qui convienne aux producteurs pour continuer à cultiver sous les oliviers ?

A propos de la fermeture des moulins à huile (voir annexe 3):

Les producteurs expliquent que depuis 3 ans tous les moulins ont fermé dans la zone ce qui rend impossible la transformation en huile et donc la valorisation des olives.

« Il y avait deux moulins à olives. Le gouvernement a décidé de les fermer puisqu'ils déversaient directement dans la rivière. Et ça tue les poissons. La coopérative a racheté un moulin, mais il n'y a pas d'argent pour le faire marcher. Maintenant pour faire de l'huile d'olive, il faut aller à Góis, même là aussi c'est fermé » CA1 .

La coopérative de Villa Nova de son côté nous dit qu'un ancien moulin est en cours d'installation et devrait être opérationnel pour la prochaine campagne 2004.

Cependant il semble difficile d'envisager la question de la transformation des olives sans trouver une solution en même temps pour lutter efficacement contre la maladie. C'est finalement l'avenir de l'ensemble de la filière olives qui se trouve actuellement en jeu, dans une région où celle-ci est cultivée par des producteurs non spécialisés sur de petites unités de production.

D'une façon générale, les producteurs de la vallée apparaissent **plus pessimistes que ceux de la montagne sur l'avenir de leur région** et ne voient pas de possibilités de développement de la production , quand bien même il y aurait des touristes et de la demande. Les causes du déclin de la culture de la vigne ou de l'olive (tel que la fermeture des moulins) sont perçus comme des facteurs extérieurs liés à une évolution défavorable du contexte, vis à vis desquels on ne peut rien faire ou qui n'intéresse personne .

➔ N'y a t'il pas une réflexion à mener avec les producteurs sur le projet de moulin, notamment en ce qui concerne les conditions qui pour eux seraient acceptables pour y amener leurs olives et commercialiser l'huile ;

et en amont sur les moyens pour relancer l'ensemble de la filière?

✓ ***A propos de l'installation de fromageries collectives (montagne) Annexe 4***

Tout le monde dans la montagne transforme son lait de chèvres en fromage quand il n'y a plus de cabris et vend les surplus sans difficulté .

L'idée d'une fromagerie collective répond pour ADIBER à un objectif « d'assurer un débouché et par là d'inciter des jeunes à produire ».

8 personnes sur 12 en ont parlé. C'est peut être « une bonne chose », nous dit-on, parce que un agriculteur tout seul ne peut pas commercialiser ses produits »(PE3). Mais là encore, elles pensent que c'est réservé à ceux qui produisent beaucoup, qui ont des grands troupeaux de 100 chèvres et plus. «Ici, il n'y pas beaucoup d'animaux, je pense que ce projet c'est pour la coopérative des capriniculteurs» PE3. De plus, ceux qui vendent peu ne se plaignent pas de difficultés pour écouler leurs produits.

> « Pour la fromagerie collective, c'est pour les gens qui ont beaucoup de chèvres, mais je fais pas partie de ce groupe, j'ai pas beaucoup de chèvres. J'entends ailleurs que les chèvres donnent beaucoup de lait, les miennes ne donnent pas beaucoup, elles ne sont pas productives : on ne parle pas du projet fromagerie car ici il n'y a rien. » CE1

> « J'ai entendu parler du projet sur la fromagerie pas loin d'ici, c'est à Aigra Nova, ils sont en train de faire une fromagerie collective parce que là-bas ils ont beaucoup de chèvres ... Moi ça m'intéresse pas de participer à ça, je n'ai pas beaucoup de chèvres mais ma sœur oui. C'est une bonne idée pour eux, ils peuvent produire et faire du fromage parce qu'il y a beaucoup de gens qui demandent du fromage : des gens qui viennent de France, de Lisbonne ». PE2

D'un autre côté, les producteurs qui ont plus d'animaux et en vivent, considèrent que faire le fromage est plus intéressant que de vendre le lait aux laiteries. Ainsi monsieur RC1 (qui a une quarantaine de chèvres) : « le prix du fromage est acceptable ; 2000 escudos par kg , c'est bien payé. Quand ils (d'autres producteurs) vendaient aux laiteries, ils perdaient de l'argent, on leur payait 60 escudos».

Investir à plusieurs peut permettre de diminuer les coûts: « l'idée était de se réunir avec d'autres, parce qu'on n'avait pas l'argent tout seul. » dit Monsieur RC1. Mais les conditions exigées pour transformer légalement apparaissent peu adaptées aux conditions de production actuelles en montagne.

> Ainsi monsieur AV explique : « j'ai cherché des appuis pour faire une fromagerie traditionnelle, mais pour la payer je devrais passer le reste de ma vie à vendre à perte le fromage. C'est une chose qui est en dehors du contexte du village. Un palais dans un village de schiste ce n'est pas bon. Je veux juste faire une fromagerie traditionnelle en bois. Un endroit rustique, frais, aéré, à l'abri des animaux, avec un minimum d'hygiène». Il ajoute que « certains ne peuvent pas vendre à cause de la réglementation Européenne. Avant la vente, il y a un contrôle des services vétérinaires. Souvent le format n'est pas bon, mais la qualité est bonne, les mal formés sont les meilleurs ».

Un restaurateur qui vend du fromage dans son restaurant explique: « On vend des fromages, c'est très réduit, il n'y a pas d'industrie possible avec ça. Cela apporte des difficultés, la législation. Les gens vendent de toute façon sans cette bureaucratie. Pourquoi les gens feraient ils une fromagerie s'ils n'ont que 10 à 15 kilos de fromages qu'ils vendent de toute façon ? »

Il y aurait donc une réflexion à mener avec les producteurs qui souhaitent développer la production de fromage sur les conditions acceptables de leur point de vue pour pouvoir produire plus et transformer .

- ➔ En supposant que l'idée d'une fromagerie collective apporte des réponses à des préoccupations des producteurs, quelles normes de fromagerie sont acceptables pour les services d'hygiène et supportables pour les producteurs de montagne ?
- ➔ Quelle organisation pour collecter le lait des petits troupeaux ?
- ➔ En amont de cela, quels modes de transformation apparaissent les mieux adaptés aux préoccupations des producteurs: individuel, collectif, artisanal ou industriel ?

✓ *Au sujet de la rénovation des maisons en schiste (montagne)*

Quand nous avons demandé aux habitants de la montagne leur avis sur la rénovation des maisons en schiste, 8 sur 12 ont parlé de ce projet (voir annexe 5). Certains ont un avis précis sur la question, pour d'autres il s'agit d'un débat qui ne les concerne pas et ils expriment alors une opinion très générale.

«Beaucoup de gens parlent du tourisme ici. Je pense qu'il y a des bénéfices possibles, mais je ne peux pas donner mon opinion , c'est imprévisible ça peut empêcher que le village meurt: beaucoup de gens vont venir ici. »PE3.

Ceux qui ont un avis plus précis montrent un certain attachement à l'ancien et expriment leur préoccupation de voir les maisons abandonnées. « Les gîtes pourraient alors être une bonne chose parce qu'il y a beaucoup de maisons abandonnées »PE2.

« J'ai déjà entendu parler du projet de maisons en schistes, c'est une bonne chose. Avant, dans le village toutes les maisons étaient en schistes, maintenant il n'y en a qu'une seule. Il y a un incendie qui a détruit tous ces types de maisons, maintenant il ne reste que les murs. Je ne sais pas si ce projet a de l'avenir ». CE3

En même temps, il semble que les maisons en schistes soit associées à un usage uniquement pour les touristes : les gens parlent de « maisons de touristes », de « gîtes » et non de leurs propres maisons.

Les doutes sur l'avenir ou la viabilité de ce projet sont liés au coût financier que représente une rénovation selon les critères souhaités par ceux qui en font la promotion, et aux contraintes imposées par la mairie. Les personnes savent qu'il y a des aides (de façon cependant relativement floue) mais en parlent comme quelque chose qui n'est pas pour elles.

« Si on avait du financement pour récupérer ces maisons, ce serait très bien. Je pense qu'il y aura un financement, car il y a eu une réunion avec trois autres villages à Ribeira. Normalement en 2004, les maisons en schistes dans les 4 villages seront récupérées. Je pense que ce sont les gens du ministère de l'agriculture qui sont venus pour ça ». PE2

De fait, les critères de rénovation ne semblent pas correspondre à ceux des habitants des villages. Certains d'entre eux aimeraient rénover leur habitat mais préfèrent la brique à la pierre, les fenêtres en aluminium à celles en bois. Les maisons en schistes c'est pour ceux qui n'habitent pas ici. « Les gens ne vivent pas ici. Si on veut faire une maison ici, la mairie n'aide pas, elle met trop de contraintes. Si on a une parcelle qu'on cultivait avant, on veut mettre une maison, la mairie refuse de donner l'autorisation et cette terre est perdue. » CE3

« … Les gens ne veulent pas les maisons en schistes, c'est trop cher : il y a quelqu'un qui a fait une maison en pierre, il a dépensé cinquante mille escudos c'est beaucoup. Un autre qui a construit une maison en briques, la mairie a refusé de mettre l'eau, l'électricité : elle a une politique de conservation du patrimoine en vue d'une promotion du touriste ». PE1

« Ils veulent retaper les maisons abandonnées, maintenir la pierre. Ils payent un pourcentage, le propriétaire paye le reste. C'est très bien, il ne faut pas laisser tomber ce qui est là. On fait seulement ce qu'on veut, si ça coûte cher on ne fait pas. AN (Fille).

Pour AN, mère, l'idée de maisons en schistes est associée au passé, un passé vers lequel elle n'a pas envie de revenir. « Je suis très âgée, ce n'est pas pour moi. Ils disent que je dois faire les gants, les chaussettes comme avant, avec la laine, filer , carder. Je dis non ». Ma mère faisant ça avant… et les gens venaient acheter de Castanheira.» AN (fille)

La rénovation des maisons en schistes apparaît alors comme quelque chose d'éloigné , pour ceux qui ont de l'argent, qui veulent investir , des propriétaires qui vivent en dehors du village. Certains craignent en effet que ce soit des étrangers qui rachètent les maisons.

Deux personnes extérieures aux villages donnent leur vision des choses et confirment les difficultés d'application du projet. « Des villages intacts qui sont spectaculaires, des villages avec peu de gens, mais dont le patrimoine architectural est toujours là ». Mais « il y a des difficultés d'application sur le terrain. Pour que les populations bénéficient de l'aide, il faut qu'elles donnent de l'argent. Beaucoup d'entre eux ne sont pas intéressés. Ils ne veulent pas remplacer leurs fenêtres en aluminium par du bois. Ils pensent que c'est payer deux fois, que c'est du gaspillage. » « Il y a beaucoup de difficultés au niveau bureaucratique pour installer des petites unités d'hébergement. Si on veut une petite maison de 4, 5 chambres, il faut une salle de réception, du personnel, une salle de bain par chambre, etc. C'est compliqué, c'est difficile… »

Autrement dit, le projet de rénovation des maisons en schistes pourquoi pas, mais d'une part c'est trop compliqué , d'autre part cela ne devrait pas interdire les autres formes de rénovation ou du moins celles –ci devraient être discutées avec les habitants.

➔ Pour faire face aux demandes d'hébergement de touristes qui viennent passer quelques temps dans les villages, mais aussi pour répondre aux souhaits des habitants d'améliorer leurs habitats, dans l'objectif de maintenir des villages vivants, peut-on imaginer que différentes options soient possibles ?

Dans tous les cas, une réflexion avec les habitants semble souhaitable pour construire avec eux des solutions concernant l'habitat vis à vis desquelles ils se sentent concernés.

* * * * * * *

8.

Approche de l'organisation sociale et des réseaux de dialogue

8.1 une approche des relations sociales en termes de réseaux de dialogue

Notre approche de l'organisation sociale dans les villages étudiés a pour objectif de cerner la manière dont sont organisées les relations de dialogue et de travail, en particulier autour de l'activité agricole, les relations de travail étant elles mêmes appréhendées en tant que support de dialogue.

En effet ce qui nous intéresse est de comprendre comment les personnes échangent, discutent entre elles de ce qu'elles font, des problèmes qu'elles rencontrent et de la manière de les résoudre. Nous savons le rôle du dialogue dans la résolution des problèmes et dans l'évolution des normes de travail, en particulier le dialogue entre « pairs », c'est à dire entre des personnes qui partagent des activités communes et sont donc susceptibles aussi de partager des préoccupations communes. Si l'on s'intéresse aux facteurs de l'innovation technique et à la façon dont les gens peuvent, dans une région donnée, être acteurs du changement, on est alors amené à s'interroger sur les formes d'organisation sociale qui « portent » ce changement. Nous parlerons **de réseaux de dialogue,** ces réseaux ayant principalement deux fonctions: **une fonction de coopération matérielle** et **une fonction de coopération sur le plan des idées[9].**

C'est donc en premier lieu aux relations quotidiennes et « informelles »: celles qui ne sont pas liées à des structures (de type associations ou organisations professionnelles) mais simplement au voisinage, à l'organisation du travail et des activités au quotidien, que nous nous intéressons .

Nous commencerons par **décrire les caractéristiques des réseaux de dialogue:**
- entre qui et qui des relations de dialogue existent –elles ;
- à propos de quoi les personnes sont en relation et quels sont les objets de débat ;
- où et avec quelle fréquence.

Nous distinguerons nettement les relations entre habitants (producteurs) des villages, des relations que ces derniers peuvent avoir avec des techniciens ou organismes. Dans ce deuxième cas, il ne s'agit pas de liens constitutifs des réseaux de dialogue. Si ces relations peuvent donner lieu à un apport d'informations ou un échange d'idées, elles ne sont pas réciproques; les protagonistes n'ayant ni les mêmes activités, ni les mêmes positions sociales.

---

[9] Sur le rôle des réseaux de dialogue en tant que support de l'innovation et des capacités collectives de réponse au changement voir : DARRE et al . *Changement technique et structure professionnelle locale en agriculture*. Economie rurale n°192-193, Juillet-Oct. 1989. DARRE 1996: L'invention de la pratique dans l'agriculture. Vulgarisation et production locale de connaissance. Paris, Karthala. RUAULT (1991). *Dynamique des pratiques agricoles et relations professionnelles locales - Etude de cas sur l'évolution technique dans deux villages des Vosges*. Etudes et Recherches sur les Systèmes Agraires et le Développement, n°20 - INRA SAD Paris

Dans la première catégorie, à savoir les réseaux de dialogue nous distinguerons:

- **les relations entre producteurs ou habitants des villages,** à une échelle locale **.** A ce niveau, une des questions que nous nous sommes posées est de savoir si les réseaux de dialogue sont construits à l'échelle de chaque village ou s'il existe aussi des liens entre personnes de plusieurs villages.
- **les relations des habitants des villages avec des personnes « extérieures »,** migrants résidant en ville par exemple, avec ou non des liens de parenté .

Enfin dans chacune de ces catégories , nous distinguerons ce qui relève de liens de dialogue informels, c'est à dire « portés » par les relations de travail ou de voisinage, et ce qui relève des relations liées à l'appartenance commune à des associations ou organisations structurées, ce deuxième type de liens ne pouvant être considéré en tant que tel comme critère d'un réseau de dialogue. L'ensemble des éléments de description de ces différentes relations sont présentés dans le tableau de l'annexe 6.

Dans la conclusion, nous commenterons les résultats en s'interrogeant sur la manière dont les réseaux de dialogue existant peuvent être un support de discussion et d'action autour des projets en cours et des problèmes formulés par les producteurs**.** Autrement dit sur la manière dont ceux qui interviennent sur le secteur avec une visée de développement et de changement peuvent s'appuyer sur des dynamiques existantes comme lieu de réflexion pour chercher des solutions aux problèmes à résoudre et comme base d'organisation sociale pour concrétiser des actions.

8.2 Les relations entre les personnes résidants dans les villages

✓ *Les relations de travail*

Les relations liées à l'exercice des activités agricoles et d'élevage apparaissent jouer un rôle central dans la manière dont les réseaux de dialogue entre personnes habitants dans les villages sont structurés. Ces relations sont principalement de trois types (voir annexe 6):

- l'entraide,
- le travail en commun (autour des infrastructures d'usage collectif ou communautaire),
- l'échange ou emprunt de matériel, de produits et d'animaux.

Pour ce qui est de l'entraide, elle est importante et généralisée pour les labours, le semis et la récolte des pommes de terre. De façon plus variable suivant les personnes, elle existe aussi pour la récolte des céréales et pour certains travaux d'élevage.

> « Ici on a toujours eu de l'entraide, il suffit d'appeler et on a quelqu'un qui vient pour aider. Par exemple, madame M. nous aide beaucoup. Normalement on a besoin d'aide pendant l'été pour la plantation de la pomme de terre et pour le labour des terres... Parfois on parle avec les voisins » CE2.

> « Il y a beaucoup d'entraide par exemple pour l'étable, tout seul je suis foutu, 3 à 5 personnes viennent pour l'aide et réciproquement, il n'y a pas de salaire, une équipe de travail. La maîtresse de maison doit mettre quelques plats sur la table… On s'entraide pour la coupe du seigle, le désherbage du maïs et des haricots, c'est la même chose à Cerdeira »AV1.

> « Quand je veux semer la pomme de terre par exemple, je parle avec les gens de ma famille et on décide ensemble comment on va faire le travail ». PE2

Les liens de parenté jouent un rôle important et l'entraide se réalise souvent dans un contexte familial, dans le même village ou entre membres de la famille vivant dans les villages voisins. Il existe aussi de l'entraide entre des personnes qui ne sont pas de la même famille. Nous avons pu noté des différences dans l'intensité des niveaux d'entraide : certains réalisent la majeure partie des travaux à plusieurs, comme AV, ou RC1 qui partage la conduite du troupeau avec sa cousine : « je me lève tôt à cause des animaux. On s'arrange avec ma cousine, un jour c'est elle, un jour c'est nous ». D'autres ont recours à l'entraide saisonnière pour des opérations culturales qui exigent de la main d'œuvre (comme le semis des pommes de terre). Il semble que la taille des exploitations joue sur ce plan un certain rôle.

> « Dans le village on est presque de la même famille. Ici l'entraide existe. Moi, j'ai pas beaucoup de parcelles, ceux qui ont des surfaces importantes font de l'entraide pour le semis et la récolte de la pomme de terre entre voisins. Avant on faisait du travail sec (sans payer : entraide), aujourd'hui c'est mouillé (on paie :salarié) » CE1.

Le travail en commun existe aussi pour «construire des canaux, nettoyer les routes et les rivières »(RC1), ou entre des personnes concernées par une infrastructure commune telle qu'un réseau d'irrigation. Dans ce cas, ce sont les membres d'une association constituée dans ce but (qui peut réunir une vingtaine de personnes) qui participent. Mais certains travaux d'intérêt public sont aussi décidés par la commission d'amélioration et peuvent alors concerner tout le monde.

Les échanges de matériel ou de produits

Les relations de travail se caractérisent aussi par des échanges ou des prêts de matériel et d'animaux. Comme l'explique M. RC1 « les échanges d'outils et d'animaux se font fréquemment, par exemple j'ai une batteuse de mil que je prête à celui qui a besoin, de même que j'utilise souvent l'attelage qui convient à ma mule ».

> «Mon voisin a son petit tracteur, je peux l'emprunter pour travailler ma parcelle». PE1

> « Je n'ai pas acheté la motofaucheuse mais je travaille avec… en échange, j'ai travaillé. Ce sont des gens qui travaillent ensemble et mangent ensemble ». AV1

> « Pour les semis de pomme de terre, (celui qui a le tracteur) c'est un jour chez ma cousine, un jour les miennes et un jour la voisine. »RC2 .

Quelques personnes seulement ont un tracteur et le prêtent aux autres moyennant du temps de travail et parfois rémunération lorsque le travail ne peut être rendu, comme c'est le cas pour des femmes seules. Il peut aussi y avoir échange avec des produits : par exemple échange de services du tracteur contre du miel à Val Torto.

Enfin il existe relativement fréquemment des **prêts ou échanges de semences**.

Ces pratiques peuvent se réaliser au sein d'un même village ou entre villages voisins.

> « Normalement si je veux labourer ma parcelle je dois prendre contact avec une personne qui n'est pas dans le village pour avoir le tracteur. Avant le labour se faisait avec les bœufs, il y avait deux personnes dans le village qui faisaient le labour pour tout le village suivant un planning ». PE2

La disparition de l'utilisation des bœufs a conduit à individualiser certains travaux, comme le labour, qui auparavant se faisait « collectivement ». Ce qui fait dire à certains « qu'ici , on n'échange ni matériels, ni semences, chacun utilise ses machines. » CE2

Les personnes rencontrées, notamment les plus âgées, considèrent qu'il y a moins d'entraide aujourd'hui que par le passé. Elles expliquent cela par la diminution du nombre de personnes habitants dans les villages et travaillant dans l'agriculture, mais aussi par le fait que les troupeaux ou les surfaces cultivées sont moins importantes.

> « Pas d'entraide, ici chacun fait son travail. Avant il y avait de l'entraide entre les voisins, on travaillait de tour en tour d'une maison à l'autre parce que les terres étaient grandes. Maintenant non, parce que les surfaces sont petites » PE2 .

Il n'en reste pas moins que l'entraide et les relations liées au travail agricole sont fréquentes et restent une des premières occasions de dialogue au sein des villages et entre villages voisins, et d'échange sur les problèmes quotidiens. « Ici on se connaît tous même si on est chacun dans son village, on se considère voisin dans tous les villages autour » (PE1).

> « Nous discutons ensemble sur tout ce qui concerne le ramassage de la paille, des semis, de la pomme de terre. Nous nous entraidons très souvent, aussi pour le suivi des chèvres il nous arrive qu'on échange des idées ». RC1

✓ *Des relations de dialogue dans le contexte des réunions*

Entre les personnes qui résident au village, les liens de dialogue existent aussi dans le cadre de réunions plus ou moins formelles, dont une des scènes privilégiées est constituée par les « *comissões de melhoramento* ». Deux autres organisations ont été citées : l'*Asambleia de Compartes* et des associations d'agriculteurs.

Les « *comissões de melhoramento* ».

Il y en existe une par village. « La commission est composée de tous les habitants et de leurs fils qui habitent ailleurs ». On est membre de la commission moyennant une cotisation qui, de l'avis des adhérents, « ne signifie pas grand chose, c'est 5 euros par personne par an et nous sommes une centaine de personnes membres ». « C'est avec cet argent qu'on résout les problèmes du village » (PE1). Des démarches sont par ailleurs entreprises, principalement par les migrants, pour trouver des fonds pour les projets importants. Un des objectifs des commissions est de faire des « réalisations collectives » dans un but « d'amélioration » de la vie au village.

> « On fait des réunions, c'est le président qui décide de ce qu'on va discuter. Si on veut faire une réalisation collective, communautaire dans le village, c'est lors de ces réunions qu'on décide. C'est à partir de cette commission qu'on fait les améliorations : l'eau, l'électricité, la chapelle, la route, etc. » (CE2)

> « On fait une réunion tous les ans et c'est lors de cette réunion qu'on décide de ce qu'on va faire dans le village. Je suis dans cette commission depuis deux ans et c'est seulement l'année dernière qu'on a eu le financement pour accéder à nos terres qui sont loin et pour amener l'eau à nos parcelles. On a fait le contrat avec une entreprise (5000 euros) » (PE1)

> « L'association de la commission d'amélioration a acheté une maison pour faire une maison conviviale. On doit la retaper mais on attend l'argent de la mairie. Ils ont fait cet abri en attendant car il n'y a pas assez d'argent pour retaper la maison » (AN1)

Les réunions, auxquelles tout le monde est invité, peuvent se dérouler aussi bien au village qu'à Góis, à la *Casa de Santa Marta*. La localisation de la réunion paraît être en rapport avec la proportion des villageois et des migrants qui participent à la réunion. « Cette année on va

tenir cette assemblée au village parce que la majorité des gens qui vivent à Lisbonne seront au village »(CE3) .

Les commissions d'amélioration servent aussi à « organiser des fêtes pendant le mois d'août, quand il y a beaucoup de personnes ». « On discute des problèmes avec les autres, au mois d'août il y a beaucoup de gens ici, on parle de ça avec eux. (CE2)

L'Assembleia de Compartes do Baldio de Góis .

Elle a été réactivée récemment. Ce *Baldio* couvre le territoire de plusieurs villages de montagne. Des réunions sont organisées notamment pour la distribution des revenus issus des coupes de bois du *Baldio*.

> « On est à l'*assembleia de compartes* avec : Cerdeira, Ribeira, Vale Torto, Pena, Povoraïs, Comereira. Avec eux c'est plus fort , on fait des fêtes. Les réunions ont commencé il y a deux ans. S'il y a coupe de bois, ils font les réunions pour distribuer l'argent. En été. Ils font des réunions ici ou dans la boutique ». AN1

L' *assembleia de compartes* semble être aussi à l'origine de certaines installations telles que l'eau potable. Comme l'explique PE3 : «on a l'eau potable à la maison, on a fait ça à partir d'une association de dix villages. Il n'y a pas de sélection des villages, c'est venu d'une autre association dont je fais pas partie : l'association qui s'occupe des problèmes environnementaux. Cette association nous a informés si on loue les terres on pourrait avoir des recettes qui serviront à financer des activités : par exemple l'entreprise éolienne, l'entreprise d'exploitation du bois paient une location annuelle... C'est l'association qui reçoit cet argent et c'est dans les réunions qu'on décide de la répartition de cet argent au village ».

Une association d'agriculteurs *(Pena, Ribeira Cimeira)*

Les habitants nous ont aussi parlé d'associations d'agriculteurs (*junta de agricultores*) « qui ont eu à construire des canaux, à nettoyer les routes et les rivières . Elles s'occupent de la protection de la nature et des maisons » (RC1). Cette association a démarré autour de cinq personnes dont l'objectif était de trouver du financement pour **l'irrigation** auprès du ministère de l'agriculture, et sous l'impulsion, semble t'il, de la Zone Agraire. Elle compte environ dix familles, soit une vingtaine de personnes.

> « Pour résoudre nos problèmes, on fait des réunions, des petites réunions… par exemple quand on a voulu faire l'aménagement pour l'irrigation. Tout a commencé, il y avait 5 habitants ici. C'est un monsieur de Coimbra, un avocat qui a pris la décision de faire cette réunion. Il a trouvé des moyens pour faire cet aménagement… Il a eu des contacts, je ne sais pas avec qui. Des techniciens de l'agriculture sont venus, ils ont vu le lieu et ont pris les mesures. Je sais qu'il y a eu des financements et une entreprise a fait les travaux… Tout le monde utilise cet aménagement, il fonctionne ». (PE2)

✓ ***Des relations de « convivialité » au jour le jour***

Des réseaux de dialogue se fondent aussi sur des relations de proximité « au quotidien » que l'on peut appeler de « convivialité ». Il existe un ou plusieurs cafés dans chaque village, les *casas do povo* (maison du peuple) et les *botecos* . Ce sont des lieux où nous avons pu constater que les gens se retrouvent régulièrement. C'est souvent là que des réunions sont organisées (ce fut le cas pour celle à laquelle nous avons participé) et c'est là que les gens nous ont invités à les rencontrer pour les entretiens.

« On a une maison du peuple, les après midis on part là-bas pour discuter. C'est dans cette maison qu'on parle de tout ». (CE1)

« Le café, c'est la maison du peuple, il y a un responsable, c'est un lieu de rencontre... Manger, boire, faire des fêtes avec des personnes d'autres villages, des repas, mais ce jour là on ne parle pas de chèvres ou de fromages »RC2.

« Je suis vieux, je reste 4 mois ici et après je pars pour Lisbonne. Ici notre occupation c'est de jouer aux cartes et les femmes jouent le Bingo, et là on parle de tout » CE3.

Parfois aussi des repas sont organisés à l'occasion de festivités. On fait griller alors un cabri. A ces occasions, les personnes de différents villages se retrouvent et discutent. A Aigra Nova, nous dit M. AV, « il y a une grande fête le week end prochain. Chacun mange les animaux des autres, les gens viennent pour le miel et le fromage ».

8.3 Des relations entre personnes vivant localement et migrants

Comme on vient de le voir, les *comissões de melhoramento* sont largement représentées par les migrants et sont un lieu privilégié des relations entre eux et les habitants des villages. Les migrants sont présents dans les villages principalement l'été. « Ils viennent pendant les vacances et savent ce qui se passe ici. Pendant les vacances, j'ai tout le monde à la maison puisque tous mes fils viennent avec leurs enfants ». (RC1). Tous ces gens sont originaires du village, il n'y a pas d'étrangers, une seule location dans le village », ajoute M. RC2.

Les migrants ont une fonction de « point de contact » entre les habitants et les institutions extérieures. Au cours des réunions, ils font part d'informations sur les financements possibles pour telle ou telle réalisation. Ils se font aussi porte parole de certains projets des institutions et aident aux démarches administratives.

Ce rôle actif des migrants dans les commissions, notamment pour trouver des fonds, fait dire aux habitants : « ce sont les gens de Lisbonne qui font le développement de ce village. Les maisons qui sont là appartiennent aux gens de Lisbonne. On a un siège à Lisbonne et on fait tout là-bas (des animations, etc..) pour collecter de l'argent et amener au village (CE3).

En revanche, nous avons pu constater qu'il existait des différences de « visions » ou de conceptions des choses concernant l'avenir des villages et ce qu'il convient de faire dans une perspective de développement ou d'amélioration des conditions de vie, entre les migrants et les résidents locaux. On peut s'interroger sur la place accordée aux préoccupations de ces derniers dans les décisions prises.

8.4 Les relations des producteurs avec les techniciens

Tous les producteurs de la montagne s'accordent à dire que les contacts avec les techniciens sont liés principalement aux interventions sanitaires. «Le contact avec l´Adiber, c'est pour le bétail, pas pour l'agriculture». Pour l'agriculture, les producteurs considèrent « qu'on a une agriculture traditionnelle, ancienne… On n'a pas besoin des techniciens, on utilise des engrais traditionnels ».

✓ ***Avec ADIBER et la Camara Municipal de Góis***

Les interventions dans le domaine sanitaire se font de façon coordonnée entre Adiber et la mairie. Concrètement ces interventions se déroulent sous forme de visites dans les villages.

Pour les problèmes graves « uniquement » certains producteurs font eux mêmes appel aux techniciens.

> « Les techniciens d' Adiber enlèvent le sang pour l'analyse avec le vétérinaire.
>
> « Si on a des problèmes avec nos chèvres, on appelle les vétérinaires. On a cette possibilité de parler avec les techniciens soit à travers de Adiber ou la mairie. On a eu besoin de ces vétérinaires, ils sont passés pour faire des vaccinations. M. H. (technicien de la mairie) est revenu deux fois avec des vétérinaires pour voir nos animaux, ils nous ont donnés des prescriptions et on est parti pour acheter les médicaments à Gois… Mais nous ne sommes pas membres de Adiber».

Les relations avec ces organismes sont liées aussi aux demandes de subventions. A l'occasion des visites sanitaires ou de réunions « les ingénieurs expliquent comment ont fait pour obtenir les subventions, nos droits, si on a besoin de quelque chose ».

> « Je reçois une subvention pour mes chèvres, c'est pour ça que Adiber m'appelle. Pour la subvention, on a su ça grâce à d'autres personnes » .
>
> « On a des informations sur les subventions et sur le traitement des chèvres. On a entendu dire il y a un ou deux ans qu'il existait des subventions. J'ai parlé avec l'ingénieur D. alors il faut aller à la zone agraire de Lousã pour avoir des informations ».

Par ailleurs, des réunions sont organisées par Adiber dans un objectif d'appui technique à la production animale dans les villages de *Góis* et *Vila Nova do Ceira*. Ces réunions sont conduites dans une perspective de formation.

> « On doit aller dans le village voisin pour des rencontres avec Adiber. Je ne peux pas expliquer ce qui se passe dans ces réunions: ils utilisent des rétroprojecteurs, des photos ce sont des ingénieurs, ils aiment parler et nous on vient pour assister, écouter ».
>
> « On participe aux réunions d'Adiber, on nous montre l'agriculture sur des vidéos... Souvent ils disent des choses qu'on sait déjà. Ils veulent que j'aille à la réunion pour apprendre à garder le troupeau. Je fais ça depuis que je suis née, je sais mieux qu'eux. Ils expliquent une façon, nous savons déjà une autre façon».

Ces commentaires mettent en évidence un certain décalage entre les objectifs des techniciens qui font ces formations et la façon dont elles sont reçues par ceux qui y participent, décalage qui traduit sans doute l'écart entre les contenus proposés et ce que les producteurs peuvent avoir comme préoccupations ou attentes. Mais ces attentes ne sont sans doute pas formulées.

✓ *Avec le Ministère de l'agriculture*

Le contact avec les structures locales du Ministère de l'Agriculture parait plus rare. Les agriculteurs se déplacent à la *Zona Agrária* pour obtenir leur permis de pêche. Les techniciens de la *Zona Agrária* vont dans les villages pour réaliser des travaux d'ordre technique, en rapport avec le système d'irrigation traditionnel. Ils font des mesures et des calculs, mais il semble qu'il y ait peu de contact avec la population locale. Le ministère peut aussi occasionnellement organiser des réunions, pour la mise en oeuvre de projets spécifiques, tels que la rénovation des maisons en schistes.

* * * * * * *

Les villages se vident certes, mais les personnes qui y habitent maintiennent des relations entre elles sous des formes variées et les réseaux de dialogue restent vivants. Deux éléments structurant ces relations ressortent : le rôle déterminant des relations de travail tout d'abord; c'est au travers de ces relations que sont discutés les problèmes de tous les jours, en particulier ceux ayant trait aux activités agricoles. D'un autre côté, les lieux plus formels de dialogue que sont les commissions d'amélioration donnent un poids et une légitimité aux questions portant sur l'avenir des villages et aux conditions de vie. La question reste cependant de savoir dans quelle mesure certaines préoccupations des habitants peuvent (ou non) y trouver place.

Ces éléments d'analyse constituent davantage des hypothèses que des certitudes et il conviendrait de les approfondir. Il nous semble cependant que les relations existant à l'échelle d'un ou de plusieurs villages, lorsque les habitants se reconnaissent comme faisant partie d'un même ensemble, peuvent constituer un réel support de travail pour les techniciens. Nous avons constaté que les gens viennent aux réunions lorsqu'elles ont lieu dans des lieux habituels de discussion (le café). C'est un élément à prendre en compte si l'on souhaite une mobilisation importante sur le plan de la participation quantitative.

En conclusion

Le développement local – le développement tout court - ne peut se faire sans les personnes qui habitent un territoire. Les représentants d'organismes et responsables politiques que nous avons rencontrés, préoccupés de l'avenir de leur région, l'ont rappelé. Faire avec les gens, c'est notamment prendre en compte leurs savoirs, leurs préoccupations et leurs projets. Les résultats de notre étude montrent qu'il existe une **diversité d'approches, de visions sur l'avenir et les enjeux du développement** de la région de Góis, selon les activités des uns et des autres et, pour ce qui est de l'agriculture, au sein même des producteurs. Le territoire est tantôt qualifié du point de vue agricole et des possibilités de tirer un revenu (ou un complément de revenu) de la culture ou de l'élevage, tantôt du point de vue touristique; ou encore du point de vue forestier.

Une des questions que l'on peut alors se poser est de savoir comment mettre à contribution ces différentes visions, et en premier lieu celles des acteurs qui ont sans doute le moins accès à ce qui se discute du côté des institutions : les producteurs et habitants des villages.

Une des préoccupations exprimées par les agents de développement qui interviennent « sur le terrain » porte en effet sur le sentiment de décalage entre les propositions ou projets de leurs institutions, eux mêmes conditionnés par l'obtention de moyens financiers et par les critères des dispositifs nationaux ou Européens d'appui au développement rural, et les préoccupations des habitants . Ils nous font part aussi du « manque de relations entre la recherche, les techniciens et les agriculteurs » ou encore du fait que « certains programmes de formation ne sont pas adaptés aux réalités du terrain » (qu'il s'agisse du contenu ou des modalités).

Ils expriment alors « la frustration de ne pas pouvoir répondre suffisamment aux attentes des producteurs ». Pour certains problèmes spécifiques, dont nous avons montré comment ils se posaient pour les producteurs, il apparaît un décalage entre les solutions proposées et ce que peuvent ou souhaitent faire ces producteurs. Ce décalage tient non seulement aux écarts de conceptions techniques (sur la maladie des oliviers par exemple) mais aussi aux critères administratifs ou aux normes associés aux propositions d'appui des organismes (cas de la rénovation des maisons en schistes, ou de la lutte contre les dégâts des sangliers). « La majorité des agriculteurs n'est pas inscrit à la sécurité sociale du fait de la taille des exploitations (en moyenne 3000 m2), donc ils ne peuvent pas bénéficier des primes en cas de dégâts par les sangliers», nous rappelle un technicien. Il y a donc matière à réflexion sur les moyens de réduire ces décalages, sans quoi les projets risquent de ne pas avoir beaucoup d'avenir.

En ce qui concerne **les dynamiques sociales locales,** nous avons mis en évidence l'existence de multiples relations de coopération et d'échange d'idées entre habitants à l'échelle locale, ainsi qu'avec des résidants hors des villages. Mais nous avons noté aussi que certaines personnes ont le sentiment d'une raréfaction des possibilités de dialogue et d'un isolement lié au fait que « les villages qui se vident ».

C’est une préoccupation à prendre en compte dans toute démarche d’intervention , à savoir que le maintien ou le renforcement des liens existants nous semble devoir être un objectif en tant que tel, au même titre que les objectifs technico-économiques d’actions à mettre en œuvre dans tel ou tel domaine. Autrement dit, toute action qui conduirait à augmenter les écarts entre les personnes ou à concentrer le travail autour d’un petit groupe, - constitué sur la base de critères prédéterminés par les projets plutôt que sur la base de liens de coopération existants entre habitants - ne semble pas « durable » socialement dans un tel contexte de désertification. Comment alors trouver des modalités d’accompagnement des producteurs qui privilégient la réflexion collective : travail en groupes sans déterminer de critères à priori sur les personnes concernées par telle ou telle action; intervention sur les lieux où les gens ont l’habitude de se retrouver, ce qui permet au plus grand nombre de participer, etc. Accompagnement pour trouver des réponses aux problèmes qu'ils posent, mais aussi pour discuter les propositions des organismes et leur permettre d’y apporter leur contribution ; cela suppose alors de ne pas s’inscrire uniquement dans une logique de formation.

* * * * * * *

9.

Annexes

Annexe 1 : Caractérisation des producteurs enquêtés, Freguesia de Góis

Annexe 2 : A propos de la valorisation des produits locaux pour les touristes . Extraits d'entretiens

Annexe 3 : A propos d'un projet de fromagerie collective . Extraits d'entretiens

Annexe 4 : A propos des olives et de la fermeture des moulins. Extraits d'entretiens

Annexe 5 : A propos de la rénovation des maisons en schistes. Extraits d'entretiens

Annexe 6 : Différents types de relations sociales et de liens de dialogue.